

**ENTENTE CANADA–SASKATCHEWAN
POUR LES SERVICES EN FRANÇAIS
2023-2024 À 2027-2028**

LA PRÉSENTE ENTENTE a été conclue en français et en anglais
ce 13 ^e jour de mars 2024,

ENTRE : **SA MAJESTÉ LE ROI DU CHEF DU CANADA**, ci-après appelé
« Canada », représenté par le ministre d'État (Langues officielles),

ET : **SA MAJESTÉ LE ROI DU CHEF DU GOUVERNEMENT DE LA
SASKATCHEWAN** ci-après appelé « Saskatchewan », représenté par la ministre
des Parcs, de la Culture et du Sport et ministre responsable des Affaires
francophones.

Le « Canada » et la « Saskatchewan » sont ci-après appelés individuellement la « Partie » et
collectivement les « Parties ».

ATTENDU que le français et l'anglais sont les langues officielles du Canada, telles que reconnues
dans la *Charte canadienne des droits et libertés* et dans la *Loi sur les langues officielles* (Canada), et
que le Canada reconnaît ses responsabilités et engagements envers celles-ci;

ATTENDU que la Saskatchewan a adopté la *Politique de services en langue française* qui se veut un
moyen pour les ministères, les sociétés d'État et les organismes gouvernementaux de la province
d'appuyer le développement et la vitalité de la communauté fransaskoise;

ATTENDU que le Canada, dans le cadre de sa *Loi sur les langues officielles* et de sa politique des
langues officielles, coopère avec les gouvernements provinciaux et territoriaux et avec les organismes
et les institutions au Canada pour favoriser l'égalité de statut et d'usage du français et de l'anglais et
pour promouvoir le développement des communautés de langue officielle en situation minoritaire et
assurer leur participation entière à la société canadienne;

ATTENDU que le ministère du Patrimoine canadien a le mandat de coopérer, au nom du
gouvernement du Canada, avec les gouvernements provinciaux et territoriaux à promouvoir l'usage et
la reconnaissance pleine et entière du français et de l'anglais au sein de la société canadienne et à
appuyer l'épanouissement et le développement des communautés de langue officielle en situation
minoritaire au Canada, ainsi que d'encourager la concertation entre les institutions fédérales dans le but
d'atteindre ces objectifs;

ATTENDU QUE le Canada souhaite poursuivre sa collaboration avec les provinces et les territoires
en matière de services dans la langue de la minorité;

ATTENDU QUE les Parties souhaitent, par la présente entente, établir un cadre général pour la
planification et la mise en œuvre de diverses mesures visant à appuyer le développement et
l'épanouissement de la communauté francophone de la Saskatchewan par le truchement de l'offre de
services en français;

ATTENDU QUE les gouvernements provinciaux et territoriaux membres du Conseil des ministres sur
la francophonie canadienne se sont engagés en juillet 2021 à développer plus de services en ligne en
français et à présenter un suivi de leur progrès en 2024.

EN CONSÉQUENCE, la présente entente atteste que les Parties aux présentes conviennent de ce qui
suit :

1. OBJET DE L'ENTENTE

- 1.1 La présente entente a pour objet d'établir un nouveau cadre de collaboration pluriannuel entre
les Parties pour appuyer la planification et la prestation de services provinciaux et municipaux
en français comme moyen de favoriser le développement et l'épanouissement de la
communauté francophone de la Saskatchewan, tel que décrit dans le Plan stratégique figurant à
l'annexe C de la présente entente.

1.2 Sous réserve des dispositions de la présente entente, le Canada s’engage à assumer une partie des dépenses admissibles de la Saskatchewan pour la mise en œuvre de son Plan stratégique (annexe C).

2. MONTANT MAXIMAL DE LA CONTRIBUTION FINANCIÈRE DU CANADA

2.1 Sous réserve du respect de toutes les modalités de la présente entente, le Canada s’engage à contribuer aux dépenses admissibles engagées par la Saskatchewan aux fins décrites à l’article 1 de la présente entente. La contribution financière du Canada totalisera le moindre d’un montant maximal de huit millions cinq cent quatre-vingt-quinze mille neuf cent trente-quatre dollars (8 595 934 \$) ou de la somme de 50 pour 100 du total des dépenses admissibles engagées pour la durée de la présente entente.

Exercices financiers	Contributions
2023-2024	1 533 142 \$
2024-2025	1 765 698 \$
2025-2026	1 765 698 \$
2026-2027	1 765 698 \$
2027-2028	1 765 698 \$
Total	8 595 934 \$

2.2 L’enveloppe financière du Canada sera conditionnelle à ce que la Saskatchewan fournisse une contribution financière équivalente ou supérieure à celle du Canada pour la réalisation de son Plan stratégique (annexe C).

2.3 Dans l’éventualité où des fonds additionnels à la contribution du Canada prévue au paragraphe 2.1 sont disponibles durant la durée de l’entente, celle-ci peut être modifiée en conséquence. Toute bonification de l’enveloppe financière du Canada sera conditionnelle à ce que la Saskatchewan fournisse une contribution financière équivalente ou supérieure à celle du Canada pour la réalisation de son Plan stratégique (annexe C) révisé. Les Parties s’entendront sur la mise à jour du Plan stratégique (annexe C) afin de refléter les nouveaux investissements.

2.4 Pour chacun des exercices financiers visés par la présente entente, le Canada pourra contribuer financièrement à la Saskatchewan, en sus des montants prévus au paragraphe 2.1 de la présente entente, à la réalisation de mesures ou de projets spéciaux proposés par la Saskatchewan, sous réserve de l’approbation du ministre fédéral. Ces mesures et projets devront être consignés dans un document qui sera annexé au Plan stratégique de la Saskatchewan (annexe C) et en feront partie intégrante.

2.5 Contributions complémentaires

2.5.1 Le Canada se réserve le droit d’approuver des contributions complémentaires en sus des sommes prévues au paragraphe 2.1 de la présente entente pendant la durée de celle-ci. Aux fins de la présente entente, les contributions complémentaires comprennent le financement disponible aux gouvernements provinciaux et territoriaux, notamment pour :

2.5.1.1 des projets spéciaux de nature ponctuelle et non récurrente qui contribuent à la création de nouveaux services provinciaux de langue officielle en situation minoritaire, à la création de nouveaux services municipaux dans la langue de la minorité ou à favoriser la collaboration et le partage d’expertise entre les gouvernements provinciaux en matière de services dans la langue de la minorité.

2.5.1.2 des projets de nature ponctuelle et non récurrente qui contribuent à renforcer l’action culturelle, artistique et patrimoniale des communautés de langue officielle en situation minoritaire et d’assurer le rayonnement de la richesse et de la diversité de l’expression culturelle et artistique et patrimoniale des communautés de langue officielle en situation minoritaire par le truchement du Fonds d’action culturelle communautaire du programme de Développement des communautés de langue officielle.

2.5.2 À moins d’indication contraire, toute contribution complémentaire du Canada est conditionnelle à ce que la Saskatchewan fournisse une contribution financière équivalente ou supérieure à celle du Canada pendant la période du projet en question.

- 2.5.3 Le Canada convient d'honorer les engagements pluriannuels contractés en vertu de projets spécifiques avec la Saskatchewan pendant la durée de la présente entente mais venant à échéance après les années visées par la présente entente. Les modalités de paiement décrites dans la présente entente continueront d'être applicables à moins que les Parties ne conviennent mutuellement de les modifier dans le cadre de la prochaine entente bilatérale avec la Saskatchewan. Tout paiement afférent à ces projets sera conditionnel à ce qu'une entente bilatérale avec la Saskatchewan soit en vigueur, couvrant la période visée du paiement.
- 2.5.4 Le versement des contributions complémentaires telles que décrites au paragraphe 2.5.1 ne résultera en aucun ajustement du financement prévu dans les limites budgétaires décrites aux paragraphes 2.1 de la présente entente.
- 2.6 Les modalités et conditions administratives régissant le paiement de la contribution du Canada figurent à l'annexe A de la présente entente.

3. DURÉE

- 3.1 La présente entente entre en vigueur à la date à laquelle elle aura été signée par toutes les Parties et prendra fin, sous réserve de sa résiliation avant cette date, un an (365 jours) après l'expiration de la période d'activités mentionnées au paragraphe 3.2 de la présente entente.
- 3.2 Sous réserve de sa résiliation, la présente entente vise les activités qui sont décrites dans le Plan stratégique (annexe C) pour la période commençant le 1^{er} avril 2023 et se terminant le 31 mars 2028. À moins d'autorisation préalable du Canada, seuls les biens et les services fournis durant cette période seront considérés comme des dépenses admissibles.
- 3.3 Toutes les obligations des Parties survivront, expressément ou en raison de leur nature, à la résiliation ou à l'expiration de la présente entente, jusqu'à ce qu'elles soient accomplies ou jusqu'à leur expiration.

4. PLAN STRATÉGIQUE

- 4.1 Le Plan stratégique (annexe C) pluriannuel comprend un préambule qui décrit le contexte provincial, les enjeux sur lesquels la Saskatchewan entend agir, les priorités stratégiques, les progrès atteints au terme de l'entente précédente, les considérations et les objectifs pour la période de l'entente 2023-2024 à 2027-2028. Il comprend aussi une description du processus de consultation menée auprès des communautés de langue officielle en situation minoritaire.
- 4.2 Les Parties conviennent que les contributions mentionnées aux paragraphes 2.1 de la présente entente s'appliquent uniquement aux mesures décrites dans le Plan stratégique (annexe C) de la Saskatchewan, selon la ventilation budgétaire fédérale et provinciale (le cas échéant) prévue dans la présente entente.
- 4.3 Le Plan stratégique présente, pour chaque objectif stratégique, et pour la durée de la présente entente, les éléments suivants :
- 4.3.1 au moins un indicateur et une cible de rendement pour chaque mesure prévue, des données de référence quant aux indicateurs et cibles de rendement et un échéancier pour l'atteinte de ces cibles;
- 4.3.2 une description des mesures et résultats prévus pour chaque objectif stratégique financé;
- 4.3.3 pour chaque objectif stratégique financé et par exercice financier, les contributions du Canada et de la Saskatchewan à l'égard des dépenses admissibles prévues; et
- 4.3.4 pour chaque secteur d'activité financé et par exercice financier, les contributions du Canada et de la Saskatchewan à l'égard des dépenses admissibles prévues.
- 4.4 La Saskatchewan établit son Plan stratégique (annexe C) et le présente de la façon jugée par la Saskatchewan la plus conforme à sa situation particulière. Si, de l'avis du Canada, il y a lieu de clarifier et de déterminer la pertinence de l'information présentée, la Saskatchewan convient de tenir des discussions avec le Canada.

5. DIMINUTION OU RÉSILIATION DE LA PRÉSENTE ENTENTE

- 5.1 Nonobstant l'obligation du Canada d'effectuer tout paiement en vertu de la présente entente, l'obligation du Canada est subordonnée à l'affectation de crédits par le Parlement du Canada et au maintien des niveaux budgétaires actuels et prévus du programme Développement des communautés de langue officielle.
- 5.2 Dans le cas d'une réduction ou d'une cessation du financement de ce programme, comme en témoignent toute loi de crédits ou les dépenses de l'État fédéral dans le cadre du Budget principal des dépenses et du Budget supplémentaire des dépenses, le Canada peut, à la suite d'un préavis écrit de quatre-vingt-dix (90) jours adressé à la Saskatchewan, diminuer le financement ou résilier la présente entente. Sous réserve des modalités de la présente entente, dans le cas où le financement dans le cadre de ce programme prend fin, le Canada remboursera la Saskatchewan pour tous les coûts admissibles engagés jusqu'à la fin de la période de préavis. Nonobstant tout autre article de la présente entente, les obligations de financement du Canada cesseront à la fin de la période de préavis.

6. DÉPENSES ADMISSIBLES

- 6.1 Aux fins de la présente entente, les dépenses admissibles pourront comprendre, entre autres, les dépenses liées à la planification, à l'étude, à la recherche, à l'élaboration et à la mise en œuvre d'activités servant à l'exécution du Plan stratégique de la Saskatchewan (annexe C).

7. COORDINATION

- 7.1 Les Parties conviennent de se rencontrer à un moment convenu mutuellement avant la fin des exercices financiers visés par la présente entente, pour discuter des résultats et des activités menées dans le cadre de celle-ci. Les Parties pourront alors, le cas échéant, convenir de modifications à apporter au Plan stratégique (annexe C).

8. RESPONSABILITÉS DU CANADA ET DE LA SASKATCHEWAN

- 8.1 Aucune des Parties ne répond des blessures, même mortelles, ni des pertes ou dommages matériels subis par l'autre Partie ou qui que ce soit d'autre, à l'occasion de l'exécution de la présente entente par la Saskatchewan à moins que ces blessures, pertes ou dommages ne soient imputables à la négligence, à une faute intentionnelle ou à la mauvaise foi de l'une des parties, de leurs ministres ou de leurs employés, agents ou mandataires.
- 8.2 Le Canada se dégage de toute responsabilité dans le cas où la Saskatchewan conclurait un prêt, un contrat de location-acquisition ou un autre contrat à long terme ayant trait aux activités pour lesquelles la contribution est accordée dans la présente entente.

9. INDEMNISATION

- 9.1 La Saskatchewan devra indemniser le Canada, le ministre fédéral ainsi que leurs employés, agents ou mandataires et les dégager de toute responsabilité pour les réclamations, pertes, dommages, frais et dépenses découlant d'une blessure ou d'un décès ou encore pour les pertes ou dommages à la propriété attribuables à la Saskatchewan ou à ses employés, agents ou mandataires dans l'exercice des activités décrites dans la présente entente.

10. RÈGLEMENT DE DIFFÉRENDS

- 10.1 En cas de différend découlant de la présente entente, les Parties conviennent de tenter de le régler de bonne foi. Si les Parties ne peuvent pas résoudre le différend par la négociation, elles conviennent d'envisager de bonne foi de recourir à une méthode alternative de règlement de différends.

11. MANQUEMENTS AUX ENGAGEMENTS ET RECOURS

11.1 Les situations suivantes constituent des manquements aux engagements :

- 11.1.1 Les Parties, directement ou par l'intermédiaire de ses représentants, font ou ont fait, autrement que de bonne foi, une fausse déclaration ou une déclaration trompeuse liée au contenu de la présente entente; ou
- 11.1.2 Une des conditions ou un des engagements prévus dans la présente entente n'a pas été rempli; ou
- 11.1.3 Le Canada suspend ou retient sans raison valable les paiements de sa contribution sur des sommes déjà dues ou sur des paiements à venir.

11.2 En cas de manquements aux engagements, le Canada peut avoir recours aux mesures suivantes :

- 11.2.1 Réduire la contribution du Canada accordée à la Saskatchewan et l'en informer ;
- 11.2.2 Suspendre les paiements de la contribution du Canada à l'égard des sommes dues ou à verser ultérieurement ; et
- 11.2.3 Résilier la présente entente et annuler toute obligation financière en résultant.

11.3 En cas de manquements aux engagements, la Saskatchewan peut avoir recours aux mesures suivantes :

- 11.3.1 Suspendre une activité quelconque prévue dans le Plan stratégique (annexe C); et
- 11.3.2 Résilier la présente entente et annuler toute obligation financière en résultant.

11.4 Lorsqu'un manquement sera constaté par l'une ou l'autre des Parties, un avis de manquement précisant une période de remède d'au moins quatre-vingt-dix (90) jours à compter de la date à laquelle l'avis est réputé avoir été reçu, pourra être transmis à la Partie à qui l'on attribue le manquement, afin qu'elle puisse y remédier, avant que tout autre recours soit entrepris.

12. CESSIION

12.1 La présente entente et les avantages en découlant ne peuvent être cédés que sur autorisation préalable écrite du Canada.

13. LOIS APPLICABLES

13.1 La présente entente doit être régie et interprétée conformément aux lois applicables en Saskatchewan.

14. AVIS

14.1 Tout avis, demande, renseignement ou autre document requis dans le cadre de la présente entente est réputé avoir été signifié s'il est expédié ou envoyé par courriel ou par la poste. Tout avis remis en mains propres est réputé avoir été reçu sur livraison; tout avis expédié ou envoyé par courriel est réputé avoir été reçu un (1) jour ouvrable après avoir été expédié; tout avis posté est réputé avoir été reçu huit (8) jours ouvrables après sa mise à la poste.

14.2 Tous les avis doivent être envoyés aux adresses suivantes :

Saskatchewan:

Direction des affaires francophones, ministère
des Parcs, de la Culture et du Sport
3211, rue Albert
Regina (Saskatchewan)
S4S 5W6

Au Canada :

Ministère du Patrimoine canadien
Direction générale des langues officielles
15, rue Eddy
Gatineau (Québec)
J8X 4B3

15. MODIFICATION OU CESSATION

- 15.1 Les Parties peuvent, sous réserve du consentement écrit de chacune et des approbations requises, modifier ou résilier la présente entente. Pour être valide, toute modification à la présente entente doit être faite par écrit et signée par les Parties aux présentes ou par leurs représentants dûment autorisés, pendant que la présente entente est en vigueur.

16. CONTENU DE L'ENTENTE

- 16.1 La présente entente, y compris les annexes ci-dessous mentionnées qui font partie intégrante de la présente entente et les modifications en bonne et due forme qui y seront apportées, constitue l'intégralité des engagements et des responsabilités convenus entre les parties. La présente entente prévaut sur tous les documents, les négociations, les ententes et les engagements antérieurs ou ultérieurs à ce sujet. Les Parties reconnaissent en avoir pris connaissance et sont d'accord avec son contenu.

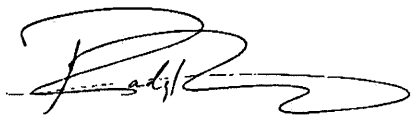
ANNEXE A – Modalités et conditions administratives

ANNEXE B – Communications

ANNEXE C – Plan stratégique 2023-2024 à 2027-2028

EN FOI DE QUOI, les Parties ont signé la présente entente à la date inscrite à la première page.

AU NOM DU CANADA



L'honorable Randy Boissonnault
Ministre d'État (Langues officielles)

AU NOM DE LA SASKATCHEWAN



L'honorable Laura Ross
Ministre des Parcs, de la Culture et du Sport
Ministre responsable des Affaires francophones

MODALITÉS ET CONDITIONS ADMINISTRATIVES

1. MODALITÉS DE PAIEMENT

1.1 Plan stratégique

Les contributions du Canada au Plan stratégique de la Saskatchewan (annexe C) mentionnées au paragraphe 2.1 de la présente entente seront versées de la façon suivante :

Premiers paiements

- (a) pour l'exercice financier 2023-2024, un premier paiement anticipé représentant la totalité (100 pour 100) de la contribution du Canada pour cet exercice financier sera versé après la production du Plan stratégique de la Saskatchewan (annexe C) et la signature de la présente entente, et à condition que les exigences relatives aux versements précédents liés à l'Entente Canada-Saskatchewan pour les services en français 2018-2019 à 2022-2023 aient été satisfaites;
- (b) pour l'exercice financier 2024-2025 un premier paiement anticipé représentant la moitié (50 pour 100) de la contribution du Canada pour cet exercice financier sera versé après la production, si nécessaire, d'un Plan stratégique (annexe C) mis à jour et la réception d'un rapport final sur les résultats et sur les dépenses réelles pour l'exercice financier 2023-2024.
- (c) pour chaque exercice financier subséquent, un premier paiement anticipé représentant la moitié (50 pour 100) de la contribution du Canada pour cet exercice financier sera versé après la production, si nécessaire, d'un Plan stratégique (annexe C) mis à jour et à condition que les exigences relatives aux versements précédents aient été satisfaites;

Deuxièmes et derniers paiements

- (a) pour les exercices financiers 2024-2025, 2025-2026 et 2026-2027 de la présente entente, un deuxième et dernier paiement anticipé n'excédant pas le solde de la contribution du Canada pour cet exercice financier sera versé après la production :
 - i) d'un rapport final sur les résultats et sur les dépenses réelles pour l'exercice financier précédent; et
 - ii) 1) d'un état financier provisoire démontrant les dépenses réelles faites par la Saskatchewan durant la période se terminant le 30 septembre de l'exercice financier en cours et les dépenses prévues jusqu'au 31 mars du même exercice financier; ou
 - 2) d'un rapport final sur les résultats et sur les dépenses réelles pour l'exercice financier visé;
- (b) pour le dernier exercice financier (2027-2028), un deuxième et dernier paiement n'excédant pas le solde de la contribution du Canada pour cet exercice financier sera versé après la production :
 - i) d'un rapport final sur les résultats et sur les dépenses réelles pour l'exercice financier précédent; et
 - ii) d'un rapport final sur les résultats et sur les dépenses réelles pour l'exercice visé.

1.2 Projets spéciaux

La contribution du Canada à la Saskatchewan pour les projets spéciaux mentionnés au paragraphe 2.4 de la présente entente sera versée selon la répartition suivante :

1.2.1 Pour les projets d'un an :

- (a) un premier paiement anticipé représentant la moitié (50 pour 100) de la contribution du Canada pour cet exercice financier sera versé après l'approbation du projet par le Canada;

- (b) un deuxième et dernier paiement n'excédant pas le solde de la contribution du Canada pour cet exercice financier sera versé après la production d'un rapport final sur les résultats et sur les dépenses réelles faites par la Saskatchewan pour l'exercice financier visé.

1.2.2 Pour les projets pluriannuels :

Premiers paiements

- (a) un premier paiement anticipé représentant la moitié (50 pour 100) de la contribution du Canada pour l'exercice financier en cours sera versé après l'approbation du projet par le Canada;
- (b) pour les exercices financiers subséquents, un premier paiement anticipé représentant la moitié (50 pour 100) de la contribution du Canada pour ces exercices financiers sera versé à condition que les exigences relatives aux versements précédents aient été satisfaites;

Deuxièmes et derniers paiements

- (c) pour le premier exercice financier, un deuxième et dernier paiement anticipé n'excédant pas le solde de la contribution du Canada pour cet exercice financier sera versé après la production :
 - i) d'un état financier provisoire démontrant les dépenses réelles faites par la Saskatchewan durant la période se terminant le 30 septembre de l'exercice financier en cours et les dépenses prévues jusqu'au 31 mars du même exercice financier; **ou**
 - ii) d'un rapport final sur les résultats et sur les dépenses réelles pour l'exercice financier visé;
- (d) pour chaque exercice financier subséquent, sauf pour la dernière année, un deuxième et dernier paiement anticipé n'excédant pas le solde de la contribution du Canada pour cet exercice financier sera versé après la production :
 - i) d'un rapport final sur les résultats et sur les dépenses réelles pour l'exercice financier précédent; et
 - ii) 1) d'un état financier provisoire démontrant les dépenses réelles faites par la Saskatchewan durant la période se terminant le 30 septembre de l'exercice financier en cours et les dépenses prévues jusqu'au 31 mars du même exercice financier; **ou**
 - 2) d'un rapport final sur les résultats et sur les dépenses réelles pour l'exercice financier visé;
- (e) pour le dernier exercice financier, un deuxième et dernier paiement n'excédant pas le solde de la contribution du Canada pour cet exercice financier sera versé après la production :
 - i) d'un rapport final sur les résultats et sur les dépenses réelles pour l'exercice financier précédent; et
 - ii) d'un rapport final sur les résultats et sur les dépenses réelles pour l'exercice financier visé.

- 1.3 La Saskatchewan accepte de fournir au Canada, avant le 31 mars de chaque année, la confirmation que les dépenses prévues pour l'exercice financier en cours sont bel et bien engagées en conformité avec les modalités de la présente entente. Le formulaire d'attestation, qui sera fourni par Patrimoine canadien, sera signé par une personne dûment autorisée par la Saskatchewan.

2. TRANSFERTS

- 2.1 La Saskatchewan peut transférer des fonds entre les mesures d'un même objectif stratégique du Plan stratégique (annexe C).
- 2.2 La Saskatchewan peut transférer des fonds entre les objectifs du Plan stratégique (annexe C) si aucun des objectifs affectés par le(s) transfert(s) ne fait l'objet d'une augmentation ou d'une diminution excédant 15 pour 100 du montant de la contribution annuelle alloué à chacun d'entre eux.
- 2.3 Les Parties peuvent convenir par écrit, au plus tard le 15 février de l'exercice financier visé, que des fonds seront transférés entre les objectifs du Plan stratégique (annexe C) si au moins un objectif affecté par le(s) transfert(s) fait l'objet d'une augmentation ou d'une diminution excédant 15 pour 100 du montant de la contribution annuelle alloué à chacun d'entre eux. La Saskatchewan devra préciser quel montant sera transféré, la raison pour laquelle ce montant est transféré et quel sera le nouveau résultat attendu de l'objectif.
- 2.4 La Saskatchewan convient de ne faire aucun transfert entre les fonds prévus au paragraphe 2.1 de la présente entente pour le Plan stratégique (annexe C) de la Saskatchewan et les contributions prévues pour les projets spéciaux et accordées par le Canada dans le cadre des dispositions prévues au paragraphe 2.4 de la présente entente.

3. REDDITION DE COMPTES

- 3.1 Les Parties conviennent qu'elles doivent pouvoir rendre compte au public et au Parlement pour le Canada et à Assemblée législative de la Saskatchewan de la bonne utilisation des fonds prévus à la présente entente et des résultats atteints grâce à ces investissements.
- 3.2 Les états financiers provisoires et les rapports finaux sur les résultats et les dépenses réelles sont approuvés par une personne dûment autorisée de la Saskatchewan. La Saskatchewan fournit les états financiers provisoires et les rapports finaux en utilisant les gabarits fournis par le ministère du Patrimoine canadien. Les Parties tiendront d'autres discussions si des clarifications ou des renseignements supplémentaires sont demandés.
- 3.3 Il est convenu que dans les six (6) mois suivant la fin de chaque exercice financier de la présente entente, la Saskatchewan fournit au Canada un rapport final sur les résultats de chaque exercice financier, en fonction des mesures, indicateurs de rendement, cibles et résultats prévus dans le plan stratégique (annexe C), et sur les dépenses réelles.
- 3.4 Dans le cadre de la présente entente, la Saskatchewan convient de tenir à jour des comptes et des documents en bonne et due forme, conformément aux normes provinciales en matière de gestion des dossiers.

4. RAPPORTS NATIONAUX SUR LES RÉSULTATS

- 4.1 Le Canada se réserve le droit de produire et de publier un rapport national sur les pratiques exemplaires et les progrès réalisés dans le cadre du programme Développement des communautés de langue officielle.
- 4.2 Le Canada convient de consulter la Saskatchewan par le truchement du Réseau intergouvernemental de la francophonie canadienne pour le développement et le calendrier de production du rapport.
- 4.3 Le Canada convient de consulter la Saskatchewan pour convenir de la teneur des éléments du rapport national qui lui sont propre.

5. VERSEMENT EN TROP

- 5.1 Les Parties conviennent que, si les paiements versés à la Saskatchewan, dépassent les montants auxquels la Saskatchewan a droit pendant la durée de la présente entente, le trop payé constitue une dette envers le Canada et doit lui être retourné.
- 5.2 Lorsqu'un montant dû au Canada n'a pas été remboursé en vertu de la présente entente, un montant égal au montant dû peut être déduit par le Canada du montant restant à verser à la Saskatchewan aux termes de la présente entente. Si la Saskatchewan a déjà reçu tous les versements liés à la présente entente, la Saskatchewan doit faire parvenir au Canada un chèque de remboursement d'un montant équivalent au trop-payé. Le chèque doit être libellé à l'ordre du receveur général du Canada.

6. VÉRIFICATION FINANCIÈRE

- 6.1 Dans l'éventualité où une vérification financière s'avérerait nécessaire au cours d'une période allant jusqu'à cinq (5) ans après la fin de la présente entente, les Parties conviennent qu'elle serait menée par le vérificateur général de la Saskatchewan.

7. ÉVALUATION

- 7.1 La Saskatchewan est responsable de l'évaluation des mesures financées dans le cadre de la présente entente et doit déterminer l'étendue de l'évaluation, de même que la méthode et la marche à suivre. La Saskatchewan doit fournir au Canada un rapport sur les mesures évaluées.
- 7.2 Le Canada est responsable de l'évaluation du programme Développement des communautés de langue officielle. Des renseignements pertinents à cette évaluation seront puisés des rapports annuels sur les résultats produits par la Saskatchewan.
- 7.3 Les Parties peuvent convenir de procéder conjointement à une évaluation, globale ou partielle, des mesures financées dans le cadre de la présente entente; le cas échéant, les Parties financeront l'évaluation en conformité avec les modalités de partage de coûts prévues au paragraphe 2.1 de la présente entente.

8. CONSULTATIONS

- 8.1 La Saskatchewan mène des consultations auprès de la communauté de langue officielle en situation minoritaire et en décrit le processus dans le préambule de son Plan stratégique (annexe C). S'il y a des modifications au Plan stratégique au cours du cycle de l'entente, la province peut consulter la communauté de langue officielle en situation minoritaire afin de s'assurer que les modifications répondent à leurs priorités.

COMMUNICATIONS

1. RENSEIGNEMENTS PUBLICS

- 1.1 Les Parties conviennent qu'une fois signée, la présente entente, le Plan stratégique (annexe C), les rapports connexes, y compris les évaluations, vérifications et autres examens relatifs à la présente entente, peuvent être mis à la disposition du public par l'une ou l'autre des Parties.

2. COMMUNICATIONS CONJOINTES

- 2.1 Les Parties désigneront les personnes-ressources des communications qui seront chargées de la mise en œuvre des communications coordonnées à la population canadienne.
- 2.2 Toute annonce de l'approbation du financement ainsi que toute communication publique subséquente sur la présente entente doivent être approuvées par les deux Parties.
- 2.3 La Saskatchewan donnera au Canada l'occasion de participer aux événements marquants liés à la présente entente et informera le Canada des activités proposées prévues pour ces événements.
- 2.4 Tout le matériel de communication conjoint doit être approuvé par les deux Parties avant la diffusion, et doit reconnaître de façon égale les contributions financières des deux Parties
- 2.5 Les Parties conviennent que les communications et publications conjointes, relatives à la présente entente, seront disponibles en français et en anglais sur des supports distincts.

3. COMMUNICATIONS INDIVIDUELLES

- 3.1 Nonobstant l'article 2 de la présente annexe, les Parties conservent le droit de remplir leurs obligations respectives consistant à fournir à la population canadienne et fransaskoise de l'information sur la présente entente et sur l'utilisation des fonds au moyen de leurs propres activités de communication.
- 3.2 Les Parties reconnaîtront leurs contributions financières respectives à la présente entente lorsqu'ils effectuent des communications publiques, y compris, sans s'y limiter, les discours, les communiqués de presse, les annonces publiques, les sites Web et les rapports des ministères et organismes provinciaux.
- 3.3 La Saskatchewan prendra toutes les mesures raisonnables pour que tout autre bénéficiaire de la contribution financière du Canada, mentionne les contributions, là où c'est approprié, dans la publicité relative à la présente entente.
- 3.4 Les Parties conviennent que les communications et les publications destinées au public, dans le cadre de la présente entente, seront disponibles dans les deux langues officielles.

4. RELATIONS AVEC LES MÉDIAS

- 4.1 Les Parties communiqueront rapidement l'information lors de demandes de renseignements importantes reçues de la part des médias, ou des questions soulevées par les médias ou les intervenants, relativement à la présente entente.

Gouvernement de la Saskatchewan — Plan stratégique 2023-2028
Entente Canada-Saskatchewan pour les services en français
2023-2024 à 2027-2028

PRÉAMBULE

Contexte

Depuis 1988, les gouvernements du Canada et de la Saskatchewan ont conclu de nombreuses ententes pour les services en français qui ont appuyé le développement et la vitalité de la communauté francophone, ainsi que sa culture. Des améliorations ont été apportées au cours des trente-cinq dernières années dans de nombreux secteurs, notamment les communications et la prestation des services, où plus de services et de documents en français sont accessibles. Par exemple, depuis le 1^{er} avril 2023, le public a accès à des services en français dans 93 points de service au sein de la fonction publique et à 376 pages en français sur le site Web du gouvernement de la Saskatchewan. Cette information est disponible dans divers secteurs tels que la santé, l’immigration, l’éducation et la justice. Dans le cadre de cette nouvelle entente 2023-2028, le gouvernement de la Saskatchewan cherche à appuyer davantage le développement et la prestation de services en langue française, nouveaux ou actuels, qui contribueront à l’épanouissement de la communauté francophone de la Saskatchewan.

La communauté francophone de la Saskatchewan et ses priorités

Le recensement présente différentes variables permettant de mesurer la vitalité de la communauté francophone de la Saskatchewan, y compris la langue maternelle, la première langue officielle parlée, l’usage du français à la maison et la connaissance du français. À l’exception des personnes ayant une connaissance du français, les résultats pour chacune de ces variables ont décliné entre 2016 et 2021, en partie en raison de la migration interprovinciale. Toutefois, si nous remontons à 2006, le nombre est demeuré plutôt stable pour le français comme langue maternelle et pour l’usage du français à la maison.

	2006	2016	2021
Français comme langue maternelle	16 790	17 740	16 855
Français comme première langue officielle	15 225	15 325	13 150
Usage du français à la maison	12 725	14 010	12 890
Connaissance du français	47 930	51 895	52 420

Remarque : Ces données comprennent de multiples réponses.

Lorsque ces données sont exprimées sous forme de pourcentage de la population provinciale, le nombre de personnes ayant le français comme langue maternelle a diminué, passant de 1,8 % en 2006 à 1,5 % en 2021, principalement en raison de la croissance dans le reste de la population provinciale.

La population francophone de la Saskatchewan est de plus en plus urbanisée. Plus de 64 % des personnes ayant le français comme première langue officielle parlée vivent actuellement dans les quatre plus grands centres (Saskatoon, Regina, Prince Albert et Moose Jaw). Toutefois, la population francophone demeure dispersée partout dans la province et bon nombre de collectivités rurales francophones comptent moins de mille personnes.

La population francophone de la Saskatchewan est également de plus en plus diversifiée. En 2006, seulement 6 % des personnes ayant le français comme première langue officielle étaient nées à l'extérieur du Canada. En 2021, cette proportion était de 26 %.

Un pourcentage croissant de personnes ayant le français comme langue maternelle ont plus d'une langue maternelle. En 2006, 93 % des personnes ayant déclaré avoir le français comme langue maternelle ont indiqué une seule langue maternelle. En 2021, cette proportion avait diminué à 74 %.

La communauté francophone a publié un Plan de développement global 2021-2030. Il s'agit d'un document voté et approuvé par les représentants élus de la communauté fransaskoise qui définit les priorités de la communauté. Le plan est organisé autour de trois orientations stratégiques et de 12 objectifs :

1. Inclusion et fierté
 - Bâtir une communauté unie et solidaire qui respecte le pluralisme.
 - Reconnaître, valoriser et célébrer les diversités des membres de la communauté francophone et de leurs cultures.
 - Renforcer la fierté de l'ensemble des membres de la communauté à vivre en français.
 - Bâtir la sécurité linguistique.
2. Pérennité et vitalité
 - Attirer de nouveaux membres au sein de la communauté.
 - Retenir les membres au sein de leur communauté.
 - Développer et inspirer l'implication communautaire, notamment celle des jeunes.
 - Accroître la promotion et l'accès aux services en français de qualité, diversifier l'offre active et encourager la demande active.
3. Leadership et engagement
 - Renforcer le leadership et la capacité interne des organismes.
 - Augmenter la capacité et les occasions de concertation et de collaboration des organismes.
 - Développer et alimenter des partenariats avec des alliés de la communauté.
 - Favoriser la participation active des membres de la communauté auprès des organismes et dans le cadre de projets, initiatives et programmes.

Enjeux prioritaires déterminés par la province

Le Plan de croissance du gouvernement de la Saskatchewan pour 2020-2030 est centré sur deux objectifs principaux :

1. Bâtir une économie forte.
2. Bâtir une meilleure qualité de vie pour tous les Saskatchewanais.

L'approche du gouvernement envers le développement des services en langue française repose sur ces deux objectifs. Les services en français contribuent à la croissance économique, par exemple, en appuyant la mobilité de la main-d'œuvre à l'intérieur du Canada et en aidant les nouveaux arrivants francophones à se sentir chez eux en Saskatchewan. De plus, les services en français contribuent à la qualité de vie des francophones en Saskatchewan en permettant aux citoyens d'accéder aux services dans la langue officielle de leur choix.

Le gouvernement de la Saskatchewan a adopté, en 2003, la Politique de services en langue française. La Politique a pour but d'améliorer les services offerts à la communauté francophone de la Saskatchewan afin d'appuyer le développement et la vitalité de cette communauté. L'offre de services en langue française donne aux membres de la communauté francophone d'autres occasions d'utiliser le français dans leur vie de tous les jours. La Politique comporte des engagements dans trois domaines : communication, développement et prestation de services, et consultation.

La Direction des affaires francophones (DAF), au sein du ministère des Parcs, de la Culture et du Sport, est responsable de la mise en œuvre de la Politique des services en langue française et de la coordination des services en langue française dans l'ensemble du gouvernement. La Direction agit également comme liaison entre le gouvernement provincial et la communauté francophone et maintient des relations continues avec la communauté francophone en :

- siégeant comme membre du conseil d'administration sans droit de vote au sein d'organismes communautaires, plus particulièrement dans certains des secteurs prioritaires pour la communauté (notamment santé et immigration);
- soutenant le Comité consultatif en matière d'affaires francophones (formés de huit membres de l'extérieur du gouvernement);
- rencontrant régulièrement l'Assemblée communautaire fransaskoise (ACF), organisme porte-parole qui représente la communauté francophone en Saskatchewan;
- étant présent aux activités régionales et provinciales (p. ex. Journée d'accueil du nouvel arrivant, Rendez-vous fransaskois, etc.).

En ce qui a trait à l'alignement sur le Plan de développement global de la communauté francophone, les mesures décrites dans le présent plan stratégique soutiennent l'inclusivité et la fierté (au moyen de mesures en matière de communication en français), la pérennité et la vitalité (au moyen de mesures d'immigration, d'apprentissage de la petite enfance et de services d'ordre général en langue française) et le leadership et l'engagement (au moyen de mesures en matière de partenariats avec des organismes communautaires).

Contexte actuel et progrès accomplis dans le cadre de l'entente précédente (2018-2019 à 2022-2023)

Dans l'entente précédente, le gouvernement de la Saskatchewan a poursuivi les priorités stratégiques suivantes en matière de services en langue française et a réalisé des progrès dans tous les secteurs :

- *Développer les services sur le Web ou offerts par téléphone.* Le nombre de pages disponibles en français sur saskatchewan.ca/bonjour est passé de 218 en 2017-2018 à 376 en 2022-2023, une augmentation de 72 %. Non seulement des progrès ont été réalisés en ce qui concerne l'offre de services en français, mais également dans la demande pour ces services. Entre 2017-2018 et 2022-2023, le nombre de pages vues est passé de 78 742 à 296 299,

soit une augmentation de 279 %. Le nombre d'abonnés à notre page Facebook est passé de 967 à 2 427, une hausse de 151 %. Le nombre de demandes au Centre de services aux citoyens en langue française est passé de 202 à 726, une augmentation de 260 %.

- *Cibler les jeunes, les enfants d'âge scolaire et les familles.* Des pages Web contenant des renseignements sur l'éducation et l'apprentissage des jeunes enfants sont disponibles en français. De l'information sur le droit familial, y compris des trousse d'aide pour les plaideurs qui se représentent eux-mêmes, est maintenant également disponible en français.
- *Utiliser les ressources déjà en place.* Le nombre de points de service où des services en français sont offerts est passé de 81 en 2017-2018 à 93 en 2022-2023, une augmentation de 15 %. Le nombre de lois bilingues a augmenté pour passer de 51 en 2017-2018 à 55 en 2022-2023. Le nombre moyen de mots traduits par année était de 440 000 au cours des cinq années de l'entente précédente.
- *Travailler horizontalement dans l'ensemble du gouvernement.* La Direction des affaires francophones a élaboré des lignes directrices pour la mise en œuvre de la Politique des services en langue française et chaque ministère a désigné un champion pour les services en français.

Considérations, objectifs et priorités stratégiques pour la période 2023-2024 à 2027-2028

Les priorités suivantes faisaient partie des mesures précédentes et continueront d'être des priorités de l'approche en matière de services en français du gouvernement de la Saskatchewan. Ces priorités stratégiques aborderont les principaux défis auxquels doit faire face le gouvernement provincial concernant le développement des services en langue française en Saskatchewan, notamment atteindre une population restreinte dispersée sur une grande région géographique, mettre en œuvre des services qui seront utilisés par la communauté et appuieront son épanouissement, optimiser les ressources restreintes et mettre en place une approche coordonnée dans l'ensemble du gouvernement.

- *Développer les services sur le Web ou offerts par téléphone.* La prestation de services en ligne ou par téléphone permet au gouvernement de joindre les francophones, quel que soit leur lieu de résidence en Saskatchewan. Ces deux approches sont particulièrement appropriées étant donné que la communauté fransaskoise est répartie sur une grande région géographique. Le gouvernement a l'intention de continuer d'accroître sa présence en ligne sur son site Web saskatchewan.ca au moyen de pages autonomes ou de pages miroirs qui aident à diriger les citoyens francophones vers les programmes et les services offerts en français. Le site Web affiche actuellement 376 pages en français. Offrir de l'information dans les secteurs prioritaires de la communauté fransaskoise tels que la santé, la petite enfance, l'immigration et la justice, revêt une importance particulière. Un objectif supplémentaire pour 2023-2028 sera le développement de services interactifs en français.
- *Cibler les jeunes, les enfants d'âge scolaire et les familles.* Les années de la petite enfance et les années scolaires sont une période critique pour le transfert intergénérationnel de la langue française, ce qui est essentiel à la vitalité de la communauté. La communauté francophone a aussi mis en place des établissements dans certains secteurs en mesure d'offrir des services directs aux francophones (p. ex. des garderies et des écoles). Comme dans l'entente précédente, la Saskatchewan continuera à prioriser la traduction de contenu associé aux jeunes, aux élèves, aux étudiants et aux familles.
- *Utiliser les ressources déjà en place.* La Saskatchewan cherche à améliorer les services en langue française dans les limites de ses moyens. La liste des points de service où des services en français sont accessibles est un bon exemple de cette approche. Un objectif supplémentaire pour 2023-2028 sera la désignation de nouveaux postes bilingues au sein de la fonction publique.
- *Travailler horizontalement dans l'ensemble du gouvernement.* Bien que la Direction des affaires francophones offre des services en langue française directement aux citoyens, la prestation de la plupart des services est assurée par d'autres ministères et organismes. La DAF s'entretient régulièrement avec

les ministères pour les aider à trouver de nouvelles possibilités de services en français et à bâtir des relations avec les intervenants francophones. Pour 2023-2028, la Saskatchewan mettra en place une réserve centrale de financement pour appuyer l'apprentissage du français pour les employés du gouvernement. La province évaluera aussi la possibilité de mettre en œuvre des mécanismes afin de mieux planifier l'offre de services en français.

Une nouvelle priorité stratégique est ajoutée à ce plan d'action :

- *Collaborer avec les partenaires communautaires.* Les organismes communautaires francophones sont des partenaires de longue date du gouvernement de la Saskatchewan dans la prestation de services en français dans les secteurs comme l'emploi et l'immigration. La Saskatchewan collaborera avec des tiers afin d'offrir la prestation de services en français dans des secteurs comme la formation linguistique et la santé.

Le but du Plan stratégique 2023-2028 de la Saskatchewan demeure le même : offrir plus de renseignements et de services gouvernementaux en français au public en général, ce qui dynamisera la communauté francophone et contribuera à son développement. Ce but sera atteint en suivant les trois objectifs stratégiques suivants :

1. Soutien aux structures administratives internes;
2. Soutien au développement, à la planification et à la prestation des services en langue française offerts au public;
3. Communications et consultations avec la communauté francophone.

Les objectifs stratégiques suivants s'alignent sur les trois buts en matière de services de la Politique de services en langue française, de la façon suivante :

1. *Communication* : en s'assurant que le contenu en français (pages Web, formulaires, feuillets de renseignements, guides, etc.) est accessible dans les secteurs déterminés par la communauté fransaskoise.
2. *Développement et prestation de services* : en rendant les renseignements relatifs aux programmes et services offerts facilement accessibles aux membres de la communauté francophone, où qu'ils se situent dans la province, soit en ligne, par courriel, en personne ou par les médias sociaux.
3. *Consultation* : en soutenant le Comité consultatif en matière d'affaires francophones, en collaborant avec d'autres ministères et organismes gouvernementaux, ainsi qu'en maintenant un dialogue régulier avec la communauté fransaskoise afin de se tenir au courant des enjeux et des problèmes qui concernent son développement.

Processus de consultation avec la communauté francophone

La Direction des affaires francophones a adopté une approche à trois volets pour consulter la communauté francophone dans l'élaboration du présent plan stratégique.

- *Comité consultatif en matière d'affaires francophones* : Au cours des années, le Comité consultatif en matière d'affaires francophones a formulé de nombreuses recommandations afin d'améliorer la mise en œuvre de la Politique des services en langue française. Les thèmes principaux dans les rapports du Comité consultatif sont indiqués dans ce plan stratégique, notamment la nécessité de renforcer la planification dans l'ensemble du gouvernement pour les services en français (dans le cadre de la priorité stratégique de travailler horizontalement dans l'ensemble du gouvernement) et de collaborer avec les intervenants francophones à la prestation de services en français (dans le cadre de la nouvelle priorité de la collaboration avec les partenaires communautaires). De plus, le Comité consultatif a déterminé que les secteurs décrits dans le cadre de l'objectif 2 (petite enfance, santé, justice et immigration) sont des priorités pour la communauté francophone.
- *Consultation et tournée provinciale* : À l'automne 2022 et à l'hiver 2023, la Direction des affaires francophones a consulté les associations francophones régionales et provinciales dans 10 collectivités¹ afin de recueillir des commentaires et observations sur les services en français offerts par le gouvernement de la Saskatchewan en plus de promouvoir ces services au sein de la communauté francophone. La rétroaction obtenue dans le cadre de ces consultations est reflétée au titre de l'objectif stratégique 2. La petite enfance, la culture, la santé, l'immigration et l'augmentation du contenu en français sur le site Web saskatchewan.ca/bonjour ont été reconnues comme des priorités par les participants à ces consultations. Les participants ont également réitéré le besoin de répéter régulièrement l'exercice de consultation, ce qui figure à l'objectif 3.
- *Consultation avec l'Assemblée communautaire fransaskoise* : La Direction des affaires francophones rencontre régulièrement l'ACF afin de discuter des services en langue française. De plus, la DAF a tenu une réunion particulière le 8 janvier 2024 afin de revoir le nouveau Plan stratégique 2023-2028 qui fait partie de l'Entente Canada-Saskatchewan pour les services en français. Au cours de cette réunion, l'ACF a fait part de son point de vue sur les façons dont les ententes fédérales-provinciales peuvent contribuer à la vitalité de la communauté francophone et a également exprimé son soutien pour les initiatives qui figurent au plan. L'organisme a également demandé un engagement plus solide en ce qui concerne la consultation, qui est reflétée dans le cadre de l'objectif stratégique 3, ainsi qu'une initiative additionnelle associée à l'immigration dans le cadre de l'objectif stratégique 2. Toutefois, dans ce dernier cas, l'initiative aurait dépassé la portée de cette entente puisqu'elle traitait d'activités de recrutement à l'extérieur du Canada. L'ACF a soulevé la question de la promotion de la communauté francophone et de l'éducation en français. La DAF a mentionné que les activités promotionnelles dans le cadre de cette entente devront avoir une portée plus restreinte et devront être axées sur les services en langue française.

¹ Les organismes suivants ont été consultés : l'Assemblée communautaire fransaskoise, l'Association canadienne-française de Regina, l'Association communautaire francophone de Bellegarde, l'Association communautaire fransaskoise de Gravelbourg, l'Association communautaire fransaskoise de la Trinité, l'Association fransaskoise de Zenon Park, l'Association jeunesse fransaskoise, l'Association des parents fransaskois, les Auvergnois de Ponteix, le Centre francophone BDS, le Centre culturel de Debden, la Cité universitaire francophone, le Collège Mathieu, la Communauté des Africains francophones de la Saskatchewan, le Conseil économique et coopératif de la Saskatchewan, le Conseil culturel fransaskois, l'Eau vive, les Éditions de la nouvelle plume, la Fédération des francophones de Saskatoon, le Réseau en immigration francophone, le Réseau santé en français Saskatchewan, le Service d'accueil et d'inclusion francophone, la Société canadienne-française de Prince Albert, la Société historique de la Saskatchewan, la Troupe du jour et Vitalité 55+.

Objectif stratégique 1 Soutien aux structures administratives internes (renforcer les cadres politique, législatif et administratif)							
Mesure(s) prévue(s)	Résultat(s) escompté(s)	Indicateur(s) de rendement	Cibles 2027-2028	Données de référence (2022-2023)	Financement		
					Par exercice financier	Fédéral	Provincial
<i>Élaborer de meilleurs critères pour indiquer aux ministères quand communiquer en français avec leurs clients.</i> <i>Mettre en place une réserve centrale de financement pour l'enseignement du français aux employés du gouvernement de la Saskatchewan.</i> <i>Élaborer des plans pour les services en langue française.</i>	<i>La prestation des services en langue française est uniforme dans l'ensemble du gouvernement.</i> <i>Augmentation de la capacité bilingue au sein de la fonction publique.</i>	<i>Revoir les lignes directrices actuelles pour la mise en œuvre de la Politique des services en langue française.</i> <i>Nombre d'apprenants par année dans les cours de français.</i>	<i>Les lignes directrices auront été révisées.</i> <i>50 par année</i>	<i>Les lignes directrices actuelles ont été adoptées en 2020.</i> <i>Nouvelle initiative</i>	2023-2024	130 000 \$	130 000 \$
					2024-2025	160 000 \$	160 000 \$
					2025-2026	160 000 \$	160 000 \$
					2026-2027	160 000 \$	160 000 \$
					2027-2028	160 000 \$	160 000 \$
	<i>Les ministères et organismes ont des plans en place pour les services en langue française.</i>	<i>Nombre de ministères et d'organismes gouvernementaux qui ont élaboré un plan.</i>	<i>10</i>	<i>Nouvelle initiative</i>	TOTAL	770 000 \$	770 000 \$

Objectif stratégique 2							
Soutien au développement, à la planification et à la prestation des services en langue française offerts au public							
Mesure(s) prévue(s)	Résultat(s) escompté(s)	Indicateur(s) de rendement	Cibles 2027-2028	Données de référence (2022-2023)	Financement		
					Par exercice financier	Fédéral	Provincial
Secteur d'activité : Petite enfance							
Appuyer la prestation de programmes de littératie ou d'alphabétisation familiale en langue française.	Appuyer la transmission de la langue française au sein des familles.	Nombre de participants aux ateliers d'alphabétisation familiale.	1 500	Nouvelle initiative	2023-2024	625 000 \$	625 000 \$
					2024-2025	625 000 \$	625 000 \$
					2025-2026	625 000 \$	625 000 \$
					2026-2027	625 000 \$	625 000 \$
Appuyer la création de places en garderies francophones.	Accès continu aux services de garde en français.	Nombre de places en garderies francophones non financées par d'autres ententes fédérales-provinciales.	306	306	2027-2028	625 000 \$	625 000 \$
					TOTAL	3 125 000 \$	3 125 000 \$
Secteur d'activité : Immigration							
Fournir des renseignements en français sur l'immigration et l'emploi afin de soutenir l'établissement	Les migrants temporaires et les demandeurs d'asile francophones sont accueillis et reçoivent les services disponibles en français.	Nombre de migrants temporaires et de demandeurs d'asile francophones qui reçoivent des services d'établissement en	60 par année	Nouvel indicateur	2023-2024	100 000 \$	100 000 \$
					2024-2025	120 000 \$	120 000 \$
					2025-2026	120 000 \$	120 000 \$
					2026-2027	120 000 \$	120 000 \$
					2027-2028	120 000 \$	120 000 \$

<i>d'immigrants francophones en Saskatchewan.</i>		<i>français offerts par l'Assemblée communautaire fransaskoise et financés par la province.</i>					
<i>Promouvoir l'immigration francophone auprès des employeurs de la Saskatchewan.</i>	<i>Davantage de nouveaux arrivants francophones sont recrutés par les employeurs.</i>	<i>Nombre de nouveaux résidents permanents francophones qui s'installent en Saskatchewan chaque année.</i>	125	85	TOTAL	580 000 \$	580 000 \$

Secteur d'activité : Justice							
Adoption d'une ou deux lois bilingues par année.	Accès continu aux services judiciaires en français.	Nombre de lois bilingues en vigueur.	60	55	2023-2024	255 000 \$	255 000 \$
					2024-2025	255 000 \$	255 000 \$
Offrir des services judiciaires en français.	Maintien de l'accès à la justice en français.	Nombre de juges et d'aides judiciaires bilingues.	3 greffiers et 5 juges	3 greffiers et 5 juges	2025-2026	255 000 \$	255 000 \$
					2026-2027	255 000 \$	255 000 \$
					2027-2028	255 000 \$	255 000 \$
					TOTAL	1 275 000 \$	1 275 000 \$
Secteur d'activité : Santé							
Offrir l'accès à des services de soutien en santé mentale en français (services par téléphone).	Accès accru aux services en santé mentale en français.	Nombre estimé d'appels provenant de la Saskatchewan.	300	300	2023-2024	0 \$	0 \$
					2024-2025	45 000 \$	45 000 \$
					2025-2026	45 000 \$	45 000 \$
					2026-2027	45 000 \$	45 000 \$
Offrir des mesures de soutien pour le service Accompagnement Santé.	Accès accru aux services médicaux en français.	Nombre de patients accompagnés.	75	Nouvelle initiative	2027-2028	45 000 \$	45 000 \$
					TOTAL	180 000 \$	180 000 \$
Secteur d'activité : Culture et patrimoine							
Appuyer le développement professionnel des artistes fransaskois.	Des productions artistiques fransaskoises de meilleure qualité.	Nombre d'ateliers présentés par année. Nombre de participants.	2	Nouvelle initiative	2023-2024	35 000 \$	35 000 \$
			20		2024-2025	45 000 \$	45 000 \$
					2025-2026	45 000 \$	45 000 \$
Offrir des services en français aux Archives provinciales de la Saskatchewan.	Accès accru en français aux archives provinciales.	Nombre d'archivistes bilingues. Demandes pour des services en langue française par année.	1	1	2026-2027	45 000 \$	45 000 \$
			20	13	2027-2028	45 000 \$	45 000 \$
Offrir des services en français au Royal Saskatchewan Museum (RSM).	Accès accru au contenu en français au RSM.	Nombre d'expositions avec un affichage en français.	6	2	TOTAL	215 000 \$	215 000 \$

Secteur d'activité : Activités de la Direction des affaires francophones							
<i>Continuer de développer la liste des points de service au sein du gouvernement de la Saskatchewan où des services en français sont offerts ou accessibles sur demande.</i>	<i>Accès accru aux services en langue française.</i>	<i>Nombre de points de service.</i>	110	97	2023-2024	300 142 \$	300 142 \$
					2024-2025	427 698 \$	427 698 \$
					2025-2026	427 698 \$	427 698 \$
					2026-2027	427 698 \$	427 698 \$
					2027-2028	427 698 \$	427 698 \$

<i>Élargir la portée de chaque page de médias sociaux en augmentant le nombre d'abonnés ainsi que le nombre de « J'aime » et de « Partages » de chaque publication.</i>	<i>La communauté fransaskoise est au courant du contenu en langue française sur le site www.saskatchewan.ca/bonjour.</i>	<i>Nombre d'abonnés sur Facebook.</i>	<i>2 900</i>	<i>2 427</i>			
		<i>Nombre de messages sur Facebook par année.</i>	<i>350</i>	<i>331</i>			
		<i>Taux d'engagement moyen par publication.</i>	<i>3,15</i>	<i>2,62</i>			
<i>Augmenter le contenu en français sur le nouveau site Web du gouvernement de la Saskatchewan.</i>	<i>Soutien offert aux francophones en donnant l'accès à de l'information en français.</i>	<i>Nombre de pages en langue française sur le site Web Saskatchewan.ca.</i>	<i>425</i>	<i>376</i>			
		<i>Nombre de pages consultées par année.</i>	<i>350 000</i>	<i>296 299</i>			
<i>Élaborer des services gouvernementaux interactifs en français.</i>	<i>Capacité accrue d'accéder aux services gouvernementaux en français.</i>	<i>Nombre de services interactifs créés.</i>	<i>5</i>	<i>Nouvelle initiative</i>	TOTAL	2 010 934 \$	2 010 934 \$
<i>Fournir des réponses formulées en français aux demandes effectuées en français relatives aux programmes et services du gouvernement.</i>	<i>Soutien offert aux clients à la recherche de services et de programmes gouvernementaux, dans la langue de leur choix.</i>	<i>Nombre de demandes par année reçues au Centre de services aux citoyens.</i>	<i>500</i>	<i>450</i>			
<i>Traduction en français de documentation pour soutenir les programmes et services en langue française.</i>	<i>Offrir un large éventail d'information disponible en français (p. ex. pages Web, formulaires, feuillets de renseignements, guides, etc.).</i>	<i>Nombre de mots traduits par année.</i>	<i>500 000</i>	<i>439 127</i>			

Objectif stratégique 3 Communications et consultations avec la communauté francophone							
Mesure(s) prévue(s)	Résultat(s) escompté(s)	Indicateur(s) de rendement	Cibles 2027-2028	Données de référence	Financement		
					Par exercice financier	Fédéral	Provincial
<i>Soutenir le Comité consultatif en matière d'affaires francophones (composé de huit membres de l'extérieur du gouvernement).</i>	<i>Plus grande participation francophone aux décisions relatives aux programmes et services du gouvernement qui concernent la communauté francophone.</i>	<i>Nombre de réunions par année.</i>	3	2 ou 3	2023-2024	88 000 \$	88 000 \$
					2024-2025	88 000 \$	88 000 \$
					2025-2026	88 000 \$	88 000 \$
					2026-2027	88 000 \$	88 000 \$
					2027-2028	88 000 \$	88 000 \$

Objectif stratégique 3 Communications et consultations avec la communauté francophone							
Mesure(s) prévue(s)	Résultat(s) escompté(s)	Indicateur(s) de rendement	Cibles 2027-2028	Données de référence	Financement		
<i>Participer, dans une capacité de consultation, à des conseils et à des comités relatifs aux domaines prioritaires définis par la communauté francophone.</i>	<i>Meilleure connaissance des priorités et des enjeux clés de la communauté francophone.</i>	<i>Nombre de conseils et de comités auxquels participe une représentation du gouvernement.</i>	2	<i>La Direction des affaires francophones (DAF) participe à titre d'observateur au :</i> <ul style="list-style-type: none">○ Réseau en immigration francophone de la Saskatchewan (RIF-SK);○ Réseau Santé en français de la Saskatchewan (RSFS).	TOTAL	440 000 \$	440 000 \$
<i>Effectuer une tournée provinciale biennale pour informer les collectivités au sujet des nouveaux programmes et services offerts en français par la province.</i>	<i>Les collectivités francophones dans leur ensemble sont davantage sensibilisées aux programmes et services en langue française.</i>	<i>Nombre d'organismes visités par tournée.</i>	26	<i>En 2022-2023, la DAF a rencontré 26 organismes.</i>			
<i>Les ministères et les organismes incluent les organismes francophones dans leurs exercices de mobilisation.</i>	<i>Meilleure connaissance des priorités et des enjeux clés de la communauté francophone.</i>	<i>Nombre d'exercices de mobilisation qui comprennent la participation d'intervenants francophones.</i>	10	<i>Nouvelle initiative</i>			

Sommaire du financement prévu

Par exercice financier	Fédéral	Saskatchewan	TOTAL
2023-2024	1 533 142 \$	1 533 142 \$	3 066 284 \$
2024-2025	1 765 698 \$	1 765 698 \$	3 531 396 \$
2025-2026	1 765 698 \$	1 765 698 \$	3 531 396 \$
2026-2027	1 765 698 \$	1 765 698 \$	3 531 396 \$
2027-2028	1 765 698 \$	1 765 698 \$	3 531 396 \$
TOTAL	8 595 934 \$	8 595 934 \$	17 191 868 \$

**CANADA–SASKATCHEWAN AGREEMENT
ON FRENCH-LANGUAGE SERVICES
2023–24 TO 2027–28**

THIS AGREEMENT was concluded in English and in French
this 13th day of March 2024,

BETWEEN: **HIS MAJESTY THE KING IN RIGHT OF CANADA**, hereinafter called
“Canada”, represented by the Minister of State (Official Languages),

AND: **HIS MAJESTY THE KING IN RIGHT OF SASKATCHEWAN**, hereinafter
called “Saskatchewan”, represented by the Minister of Parks, Culture and Sport and
Minister Responsible for Francophone Affairs.

“Canada” and “Saskatchewan” are referred to individually as a “Party” or collectively as the “Parties”.

WHEREAS English and French are the official languages of Canada, as recognized in the *Canadian Charter of Rights and Freedoms* and the *Official Languages Act* (Canada), and Canada acknowledges its responsibilities and commitments to those languages;

WHEREAS Saskatchewan has adopted a French-language Services Policy intended to be a constructive means for provincial ministries, Crown corporations and agencies to support the Fransaskois community’s development and vitality;

WHEREAS Canada co-operates within the framework of its *Official Languages Act* and its official languages policy with provincial and territorial governments and with organizations and institutions in Canada to advance the equality of status and use of English and French and to promote the development and ensure the full participation of official language minority communities in Canadian society;

WHEREAS the Department of Canadian Heritage has the mandate on behalf of the Government of Canada to co-operate with provincial and territorial governments in order to foster the full recognition and use of English and French in Canadian society and to enhance the vitality and support and assist the development of official language minority communities in Canada, and to promote a coordinated approach by federal institutions in pursuit of those objectives;

WHEREAS Canada wishes to continue its collaboration with the provinces and territories on minority-language services;

WHEREAS the Parties wish to establish, through this Agreement, a general framework for the planning and implementation of various measures to support the development and enhance the vitality of the Francophone community of Saskatchewan through the delivery of French-language services;

WHEREAS the member provinces and territories of the Ministers’ Council on the Canadian Francophonie made a commitment, in July 2021, to develop more online services in French and to report on their progress in 2024.

THEREFORE, this Agreement confirms that the Parties hereto agree as follows:

1. PURPOSE OF AGREEMENT

- 1.1 The purpose of this Agreement is to establish a new multi-year collaboration framework between the Parties to support the planning and delivery of French-language provincial and municipal services aimed at contributing to the development and enhancing the vitality of the Francophone community of Saskatchewan as presented in the Strategic Plan set out in Schedule C to this Agreement.
- 1.2 Subject to the provisions of this Agreement, Canada agrees to pay a portion of the eligible expenditures incurred by Saskatchewan to implement its Strategic Plan (Schedule C).

2. MAXIMUM AMOUNT OF CANADA'S FINANCIAL CONTRIBUTION

- 2.1 Subject to all terms and conditions in this Agreement, Canada agrees to contribute to the eligible expenditures incurred by Saskatchewan for the purposes set out in Section 1 of this Agreement. Canada's total financial contribution shall not exceed the lesser of eight million five hundred and ninety-five thousand nine hundred and thirty-four dollars (\$8,595, 934) or 50% of the total eligible expenditures incurred over the term of this Agreement.

Fiscal Year	Contribution
2023–24	\$1,533,142
2024–25	\$1,765,698
2025–26	\$1,765,698
2026–27	\$1,765,698
2027–28	\$1,765,698
Total	\$8,595,934

- 2.2 Canada's financial contribution is conditional on Saskatchewan providing, a financial contribution equivalent to or greater than that of Canada for the implementation of its Strategic Plan (Schedule C).
- 2.3 If funds in addition to Canada's contribution outlined in subsection 2.1 are made available during the term of this Agreement, the Agreement may be amended accordingly. Any increase in Canada's financial envelope will be conditional upon Saskatchewan providing a financial contribution equivalent to or greater than that of Canada to implement its revised Strategic Plan (Schedule C). The Parties will agree on an updated Strategic Plan (Schedule C) that reflects the new investments.
- 2.4 For each fiscal year covered by this Agreement, Canada may provide Saskatchewan with financial support over and above the amounts identified in subsection 2.1 of this Agreement, for special measures or projects proposed by Saskatchewan, subject to approval by the federal minister. Those measures and projects must be included in a document to be attached to Saskatchewan's Strategic Plan (Schedule C) and will form an integral part thereof.

2.5 Complementary contributions

- 2.5.1 Canada reserves the right to approve complementary contributions in addition to the amounts identified in subsection 2.1 of this Agreement during the term thereof. Under this Agreement, complementary contributions include funding made available to the provincial and territorial governments for such purposes as:
- 2.5.1.1 one-time, non-recurring special projects that contribute to the creation of new Saskatchewan official language services in minority settings, to the creation of new municipal services in the minority language or to collaboration and sharing of expertise on minority-language services between Saskatchewan governments; and
- 2.5.1.2 one-time, non-recurring projects that contribute to strengthening the cultural, artistic and heritage expressions of official language minority communities and to ensuring outreach of the wealth and diverse cultural, artistic and heritage expressions of official language minority communities through the Community Cultural Action Fund of the Development of Official-Language Communities Program.
- 2.5.2 Unless otherwise specified, any complementary contributions from Canada are conditional on Saskatchewan making a financial contribution equivalent to or greater than that of Canada during the term of the project in question.
- 2.5.3 Canada agrees to honour multi-year commitments made for specific projects with Saskatchewan during the term of this Agreement but expiring after the years covered by this Agreement. The payment terms described in this Agreement will continue to apply unless the Parties mutually agree to amend them in the subsequent bilateral Agreement with Saskatchewan. Any payment for these projects shall be conditional on a bilateral agreement with Saskatchewan being in place, covering the period targeted by the payment.

2.5.4 The provision of complementary contributions as described in paragraph 2.5.1 shall not result in any adjustment to the funding provided for and within the budgets described in subsection 2.1 of this Agreement.

2.6 The Administrative Procedures and Conditions governing the payment of Canada's contribution are included in Schedule A to this Agreement.

3. TERM

3.1 This Agreement will take effect when all the Parties have signed this Agreement and will cease, subject to its termination on a prior date, one year (365 days) after the expiration of the activity period as indicated in subsection 3.2 of this Agreement.

3.2 Subject to termination, this Agreement covers the activities described in the Strategic Plan (Schedule C) of this Agreement for the period commencing on April 1st, 2023, and ending on March 31st, 2028. Unless otherwise pre-authorized by Canada, only goods and services rendered within this time period shall be considered for funding as eligible expenditures.

3.3 All the obligations of the Parties shall, expressly or by their nature, survive termination or expiry of this Agreement, until and unless they are fulfilled or by their nature expire.

4. STRATEGIC PLAN

4.1 The multi-year Strategic Plan (Schedule C) includes a preamble that outlines the provincial context, the issues on which Saskatchewan intends to act, strategic priorities, progress made by the end of the previous agreement, and considerations and objectives for the 2023–24 to 2027–28 agreement period. It also includes a description of the consultation process carried out with official language minority communities.

4.2 The Parties agree that the contributions referred to in subsection 2.1 of this Agreement apply only to the measures described in Saskatchewan's Strategic Plan (Schedule C), based on the federal and provincial budget breakdown (if applicable) included in this Agreement.

4.3 The Strategic Plan provides, for each strategic objective, and for the duration of this Agreement, a table presenting the following information:

4.3.1 at least one performance indicator and one target for each planned actions funded, baseline (reference) data for the performance indicators and targets, as well as a timeline for achieving those targets;

4.3.2 a description of the planned actions and expected results for each strategic objective funded;

4.3.3 for each strategic objective funded and by fiscal year, Canada's and Saskatchewan's contributions with respect to the anticipated eligible expenditures; and

4.3.4 for each sector of activity funded and by fiscal year, Canada's and Saskatchewan's contributions with respect to the anticipated eligible expenditures.

4.4 Saskatchewan develops and submits its Strategic Plan (Schedule C) in the manner Saskatchewan deems to be most appropriate to its particular circumstances. If there is a need, in Canada's opinion, to clarify and determine the relevance of the information provided, Saskatchewan agrees to hold discussions with Canada.

5. REDUCTION/TERMINATION OF THIS AGREEMENT

5.1 Notwithstanding Canada's obligation to make any payment provided for in this Agreement, Canada's obligation is subject to the appropriation of funds by the Parliament of Canada and to the maintenance of current and forecast budget levels for the Development of Official-Language Communities Program.

- 5.2 In the event of a reduction or termination of the funding of this program as evidenced by any appropriation act or the federal Crown's Main and Supplementary Estimates expenditures, Canada may, upon giving Saskatchewan written notice of ninety (90) days, reduce the funding or terminate this Agreement. Subject to the terms and conditions of this Agreement, in the event that funding is terminated under this program, Canada shall reimburse Saskatchewan for any eligible costs incurred up to the end date of that notice period. Notwithstanding any other provision of this Agreement, the financial obligations of Canada shall cease at the end of the notice period.

6. ELIGIBLE EXPENDITURES

- 6.1 For the purposes of this agreement, eligible expenditures may include, among others, expenditures related to the planning, study, research, development and implementation of the activities supporting the execution of Saskatchewan's Strategic Plan (Schedule C).

7. COORDINATION

- 7.1 The Parties agree to meet at a mutually agreed-upon time preceding the close of each fiscal year covered by this Agreement to discuss results and activities conducted within the framework of this Agreement. At that time, the Parties may, if necessary, agree to any amendments to be made to the Strategic Plan (Schedule C).

8. LIABILITY OF CANADA AND SASKATCHEWAN

- 8.1 Neither of the Parties shall be liable for any injury, including death, or for any loss or damage to the property of the other Party or anyone else that occurs through the implementation of this Agreement by Saskatchewan unless such injury, loss or damage is caused by the negligence, wilful misconduct or bad faith of one of the Parties, their ministers, or their employees, officers or agents.
- 8.2 Canada disclaims itself from any liability in the event that Saskatchewan concludes a loan, rent-to-own contract or any other long-term contract involving the activities for which the contribution is granted in this Agreement.

9. INDEMNIFICATION

- 9.1 Saskatchewan shall indemnify Canada, the federal minister and their employees, officers or agents, and release them from any liability for claims, losses, damages, expenditures and costs related to any injury or death, or loss or damage to property caused by Saskatchewan or its employees, officers or agents in carrying out the activities described in this Agreement.

10. DISPUTE RESOLUTION

- 10.1 In the event of a dispute arising under the terms of this Agreement, the Parties agree to make a good-faith attempt to settle the dispute. If the Parties cannot resolve the dispute through negotiation, they agree to give good-faith consideration to using an alternate method to resolve the dispute.

11. BREACH OF COMMITMENTS AND RECOURSE

- 11.1 The following constitute breach of commitments:
- 11.1.1 The Parties, directly or through their representatives, make or made, otherwise than in good faith, a false declaration, or a misrepresentation related to the subject matter of this Agreement; or
 - 11.1.2 One of the conditions or commitments included in this Agreement has not been fulfilled; or
 - 11.1.3 Canada suspends or withholds for no legitimate reason payments of its contribution with respect to amounts already owing or future payments.

11.2 In the event of breach of commitments, Canada may avail itself of the following remedies:

11.2.1 Reduce Canada's contribution to Saskatchewan and inform it accordingly;

11.2.2 Suspend any payment of Canada's contribution, either with respect to amounts already owing or future payments; and

11.2.3 Rescind this Agreement and terminate any financial obligation arising out of it.

11.3 In the event of breach of commitments, Saskatchewan may avail itself of the following remedies:

11.3.1 Suspend some activity provided for in the Strategic Plan (Schedule C); and

11.3.2 Rescind this Agreement and terminate any financial obligation arising out of it.

11.4 Where either Party determines that the other Party is in breach of its commitments, notice to that effect, specifying a cure period of no fewer than ninety (90) days from the date the notice is deemed to have been received, may be transmitted to the Party to which the breach is attributed so that remedial action may be taken before any further remedies are exercised.

12. ASSIGNMENT

12.1 This Agreement, and any benefit thereunder, may not be assigned without prior written approval from Canada.

13. APPLICABLE STATUTES

13.1 This agreement shall be governed by and interpreted in accordance with the applicable statutes in Saskatchewan.

14. NOTICE

14.1 Any notice, request, information or any other document required under this Agreement shall be deemed given if it is delivered or sent by email or mail. Any notice delivered in person shall be deemed to have been received upon delivery; any notice sent by email shall be deemed to have been received one (1) working day after it is sent; and any notice that is mailed shall be deemed to have been received eight (8) working days after being mailed.

14.2 All notices shall be sent to the following addresses:

Saskatchewan:

Francophone Affairs, Ministry of Parks,
Culture and Sport
3211, Albert Street
Regina, Saskatchewan
S4S 5W6

Canada:

Department of Canadian Heritage
Official Languages Branch
15 Eddy Street
Gatineau, Quebec
J8X 4B3

15. AMENDMENT OR TERMINATION

15.1 The Parties may, with mutual written consent and the necessary approvals, amend or terminate this Agreement. To be valid, any amendment to this Agreement shall be in writing and shall be signed by the Parties hereto or by their duly authorized representatives, while this Agreement is in effect.

16. CONTENT OF AGREEMENT

- 16.1 This Agreement, including the following schedules that form an integral part of this Agreement and subsequent amendments thereto, constitutes the entire agreement between the Parties. This Agreement supersedes all previous and future documents, negotiations, understandings, and undertakings related to its subject matter. The Parties acknowledge having read this Agreement and agree with its content.

SCHEDULE A – Administrative Procedures and Conditions

SCHEDULE B – Communications

SCHEDULE C – Strategic Plan 2023–24 to 2027–28

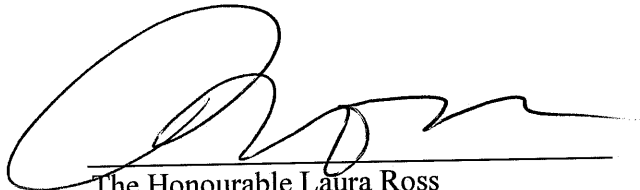
IN WITNESS WHEREOF, the Parties hereto have signed this Agreement on the date that appears on the first page.

ON BEHALF OF CANADA



The Honourable Randy Boissonnault
Minister of State (Official Languages)

ON BEHALF OF SASKATCHEWAN



The Honourable Laura Ross
Minister of Parks, Culture and Sport and
Minister Responsible for Francophone Affairs

ADMINISTRATIVE PROCEDURES AND CONDITIONS

1. PAYMENT TERMS

1.1 Strategic Plan

Canada's contributions to Saskatchewan's Strategic Plan (Schedule C) referred to in subsection 2.1 of this Agreement shall be paid as follows:

First payments

- (a) For fiscal year 2023–24, an initial advance payment representing the totality (100%) of Canada's contribution for that fiscal year shall be made following the production of Saskatchewan's Strategic Plan (Schedule C) and the signing of this Agreement, provided that the requirements for the previous payments related to the Saskatchewan have been met.
- (b) For fiscal year 2024–25, an initial advance payment representing one half (50%) of Canada's contribution for that fiscal year shall be made following the production, if necessary, of an updated Strategic Plan (Schedule C) and reception of a final report on results and actual expenditures for 2023–24.
- (c) For each subsequent fiscal year, an initial advance payment representing one half (50%) of Canada's contribution for that fiscal year shall be made following the production, if necessary, of an updated Strategic Plan (Schedule C), provided that the requirements for the previous payments have been met.

Second and final payments

- (a) For the fiscal years 2024-25, 2025-26 and 2026-27 of this Agreement, a second and final advance payment not exceeding the balance of Canada's contribution for that fiscal year shall be made following the production of:
 - i) a final report on results and actual expenditures for the previous fiscal year; and
 - ii) (1) an interim financial statement showing the actual expenditures incurred by Saskatchewan during the period ending September 30 of the current fiscal year and the anticipated expenditures up to March 31 of the same fiscal year; or
 - (2) a final report on results and actual expenditures for the fiscal year in question.
- (b) For the final fiscal year (2027–28), a second and final payment not exceeding the balance of Canada's contribution for that fiscal year shall be made following the production of:
 - i) a final report on results and actual expenditures for the previous fiscal year; and
 - ii) a final report on results and actual expenditures for the fiscal year in question.

1.2 Special projects

Canada's contribution to Saskatchewan for the special projects referred to in subsection 2.4 of this Agreement shall be paid in accordance with the following breakdown:

1.2.1 For one-year projects:

- (a) An initial advance payment representing one half (50%) of Canada's contribution for that fiscal year shall be made following approval of the project by Canada.
- (b) A second and final payment not exceeding the balance of Canada's contribution for that fiscal year shall be made following the production of a final report on results and actual expenditures incurred by Saskatchewan for the fiscal year in question.

1.2.2 For multi-year projects:

First payments

- (a) An initial advance payment representing one half (50%) of Canada's contribution for the current fiscal year shall be made following approval of the project by Canada.
- (b) For subsequent fiscal years, an initial advance payment representing one half (50%) of Canada's contribution for those fiscal years shall be made, provided that the requirements for the previous payments have been met.

Second and final payments

- (c) for the first fiscal year, a second and final advance payment not exceeding the balance of Canada's contribution for that fiscal year shall be made following the production of:
 - i) an interim financial statement showing the actual expenditures incurred by Saskatchewan for the period ending September 30 of the current fiscal year and the anticipated expenditures up to March 31 of the same fiscal year; **or**
 - ii) a final report on results and actual expenditures for the fiscal year in question.
- (d) For each subsequent fiscal year except the last, a second and final advance payment not exceeding the balance of Canada's contribution for that fiscal year shall be made following the production of:
 - i) a final report on results and actual expenditures for the previous fiscal year; and
 - ii) (1) an interim financial statement showing the actual expenditures incurred by Saskatchewan for the period ending September 30 of the current fiscal year and the anticipated expenditures up to March 31 of the same fiscal year; **or**
 - (2) a final report on results and actual expenditures for the fiscal year in question.
- (e) For the final fiscal year, a second and final payment not exceeding the balance of Canada's contribution for that fiscal year shall be made following the production of:
 - i) a final report on results and actual expenditures for the previous fiscal year; and
 - ii) a final report on results and actual expenditures for the fiscal year in question.

- 1.3 Saskatchewan agrees to provide Canada, by March 31 of each year, with confirmation that the planned expenditures for the current fiscal year have, in fact, been incurred in accordance with the terms of this Agreement. The attestation form, to be provided by Canadian Heritage, shall be signed by a person duly authorized by Saskatchewan.

2. TRANSFERS

- 2.1 Saskatchewan may transfer funds between measures for the same strategic objective of the Strategic Plan (Schedule C).
- 2.2 Saskatchewan may transfer funds between objectives in the Strategic Plan (Schedule C) if none of the objectives impacted by the transfer(s) is subject to an increase or decrease exceeding 15% of the annual contribution allocated to each one.
- 2.3 The Parties may agree, in writing, no later than February 15 of the fiscal year in question, to transfer funds between objectives in the Strategic Plan (Schedule C) if at least one objective impacted by the transfer(s) is subject to an increase or decrease exceeding 15% of the annual contribution allocated to each one. Saskatchewan will need to specify what amount is being transferred, why this amount is being transferred and what the new expected result of the objective will be.
- 2.4 Saskatchewan agrees to make no transfer between the funding provided in subsection 2.1 of this Agreement for Saskatchewan's Strategic Plan (Schedule C) and the contributions for

special projects provided by Canada as part of the provisions of subsection 2.4 of this Agreement.

3. ACCOUNTABILITY

- 3.1 The Parties agree that they must be accountable to the public, to the Parliament of Canada and to the Legislative Assembly of Saskatchewan for the proper use of the funds provided under this Agreement and for the results achieved by those investments.
- 3.2 The interim financial statements and final reports on results and actual expenditures shall be approved by a person duly authorized by Saskatchewan. Saskatchewan shall provide interim financial statements and final reports using templates provided by the Department of Canadian Heritage. The Parties shall hold further discussions if clarifications or additional information are requested.
- 3.3 It is agreed that within six (6) months following the end of each fiscal year of this Agreement, Saskatchewan shall provide Canada with a final report on the results for each fiscal year, based on the measures, performance indicators, targets and results set forth in the Strategic Plan (Schedule C), and on the actual expenditures.
- 3.4 In the context of this Agreement, Saskatchewan agrees to keep accounts and documents up to date and in due form in accordance with provincial records management standards.

4. NATIONAL REPORTS ON RESULTS

- 4.1 Canada reserves the right to produce and publish a national report on best practices and progress made within the framework of the Development of Official-Language Communities Program.
- 4.2 Canada agrees to consult Saskatchewan through the Intergovernmental Network of the Canadian Francophonie on the report's development and production schedule.
- 4.3 Canada agrees to consult Saskatchewan to agree on the content of the elements of the national report that are specific to Saskatchewan.

5. OVERPAYMENT

- 5.1 The Parties agree that, if payments made to Saskatchewan exceed the amounts to which Saskatchewan is entitled during the term of this Agreement, the overpayment shall constitute a debt to Canada and shall be returned to Canada.
- 5.2 Where any amount owing to Canada has not been repaid or reimbursed under this Agreement, an amount equal to the amount owing may be retained by Canada from the remaining due to Saskatchewan under this Agreement. Should all payments due to Saskatchewan under this Agreement be made, Saskatchewan shall forward a reimbursement cheque to Canada for the amount of the overpayment, payable to the Receiver General for Canada.

6. FINANCIAL AUDITS

- 6.1 In the event a financial audit is deemed necessary within a period of up to five (5) years after the end of this Agreement, the Parties agree that it would be conducted by the Auditor General of Saskatchewan.

7. EVALUATION

- 7.1 Saskatchewan is responsible for evaluating the measures funded under this Agreement and shall determine the scope of the evaluation and the methodology and procedures to be used. Saskatchewan shall provide Canada with a report on the measures evaluated.
- 7.2 Canada is responsible for evaluating the Development of Official-Language Communities Program. Information relevant to this evaluation will be drawn from the annual reports on results produced by Saskatchewan.

SCHEDULE A

- 7.3 The Parties may agree on a joint evaluation for all or some of the measures funded under this Agreement. In such cases, the Parties shall fund the evaluation in compliance with the cost-sharing procedures provided for in subsection 2.1 of this Agreement.

8. CONSULTATIONS

- 8.1 Saskatchewan shall conduct consultations with the official language minority community and shall include information on the consultation process in the preamble to its Strategic Plan (Schedule C). If there are changes to the Strategic Plan during the term of the Agreement, the province may consult the official language minority community to ensure the changes are in keeping with their priorities.

COMMUNICATIONS

1. PUBLIC INFORMATION

- 1.1 The Parties agree that once signed, this Agreement, including the Strategic Plan (Schedule C), the related reports, evaluations, audits and other reviews regarding this Agreement, may be made available to the public by either Party.

2. JOINT COMMUNICATIONS

- 2.1 The Parties shall designate communications contacts who will be responsible for overseeing coordinated communications to the Canadian public.
- 2.2 Any announcement of the approved funding as well as subsequent public communications on this Agreement shall be agreed to by both Parties.
- 2.3 Saskatchewan shall provide Canada with an opportunity to participate in milestone events related to this Agreement and shall inform Canada of the proposed activities planned for these events.
- 2.4 All joint communications material shall be approved by both Parties prior to release and shall recognize equally the financial contributions of each Party.
- 2.5 The Parties agree that joint communications and publications relating to this Agreement shall be available in English and French in separate formats.

3. INDIVIDUAL COMMUNICATIONS

- 3.1 Notwithstanding Section 2 of this Schedule, the Parties retain the right to meet their respective obligations to communicate information to Canadians and Fransaskois about this Agreement and the use of funds through their own communications activities.
- 3.2 The Parties shall recognize their respective financial contribution to this Agreement when conducting public communications, including, but not limited to, speeches, news releases, public announcements, websites and reports from provincial ministries and agencies.
- 3.3 Saskatchewan shall take all reasonable measures to ensure that any other recipient of Canada's financial contribution mentions the contributions, wherever appropriate, in any publicity relating to this Agreement.
- 3.4 The Parties agree that communications and publications intended for the public regarding this Agreement shall be available in both official languages.

4. MEDIA RELATIONS

- 4.1 The Parties shall share information promptly should significant media inquiries be received, or emerging media or stakeholder issues arise in relation to this Agreement.

**Strategic Plan 2023–28 – Government of Saskatchewan
Canada–Saskatchewan Agreement on French-Language Services
2023–24 to 2027–28**

PREAMBLE**Background**

Since 1988, the Governments of Canada and Saskatchewan have engaged in numerous agreements on French-language services that have supported the development of the Francophone community, its culture, and vitality. Over the course of the last thirty-five years, improvements have been made in multiple areas such as in communication and service delivery where more French-language services and documents are available. For example, as of April 1, 2023, the general public has access to services in French at 93 points of service within the public service and on 376 French webpages on the Government of Saskatchewan site. This information is available in different fields ranging from health, immigration, education, and justice. In this new 2023-28 agreement, the Government of Saskatchewan looks to further support the development and delivery of new and existing French-language services that will contribute to the development of Saskatchewan's Francophone community.

Saskatchewan's Francophone Community and its priorities

The census provides different variables to measure the vitality of the Francophone community in Saskatchewan, including mother tongue, first official language spoken, use of French at home and knowledge of French. Except for people with knowledge of French, all of these variables declined between 2016 and 2021, in part due to interprovincial migration. However, going back to 2006, the numbers have been fairly stable for French as mother tongue and use of French at home.

	2006	2016	2021
French mother tongue	16,790	17,740	16,855
French first official language	15,225	15,325	13,150
French at home	12,725	14,010	12,890
Knowledge of French	47,930	51,895	52,420

Note: this data includes multiple responses

When expressed as a percentage of the provincial population, people with French as mother tongue declined, going from 1.8 percent in 2006 to 1.5 percent in 2021, primarily due to the growth in the rest of the provincial population.

Schedule C

The Francophone population in Saskatchewan is increasingly urban. More than 64 percent of people with French as their first official language spoken live in the four largest centres (Saskatoon, Regina, Prince Albert and Moose Jaw). Nonetheless, the Francophone population remains dispersed throughout the province and many rural Francophone communities have less than a thousand people.

The Francophone population in Saskatchewan is also increasingly diverse. In 2006, only 6 percent of people with French as their first official language were born outside Canada. In 2021, that proportion is now 26 percent.

A growing percentage of people with French as a mother tongue have more than one mother tongue. In 2006, 93 percent of people who identified French as their mother tongue only had one mother tongue. In 2021, that proportion was down to 74 percent.

The community has published a Comprehensive Development Plan for 2021-2030. This is a document that was voted on and approved by elected Fransaskois community representatives and defines the priorities of the community. The plan is organized around three strategic orientations and 12 objectives:

1. Inclusion and Pride
 - Build a united community that respects pluralism
 - Recognize, value and celebrate diversity among members of the community and their culture
 - Strengthen the pride to live in French for all members of the community
 - Build linguistic security
2. Perennity and Vitality
 - Attract new members in the community
 - Retain members in the community
 - Develop and inspire community involvement, especially for youth
 - Increase promotion and access to French-language services, diversify active offer and encourage active demand
3. Leadership and Commitment
 - Strengthen the leadership and the capacity of community organizations
 - Increase the capacity and the opportunities for collaboration among organizations
 - Develop and nourish partnerships with allies of the community
 - Support active participation by community members in organizations

Priority issues identified by the province

The Government of Saskatchewan Growth Plan 2020-2030 is centred on two main goals:

1. Build a strong economy
2. Build a better quality of life for Saskatchewan people

Schedule C

The government's approach to the development of French-language services relates to these two goals. French-language services contribute to economic growth, for instance by supporting labour mobility across Canada and helping Francophone newcomers feel at home in Saskatchewan. Moreover, French-language services contribute to the quality of life for Francophones in Saskatchewan by making it possible for citizens to have access to services in the official language of their choice.

In 2003, the Government of Saskatchewan adopted the French-language Services Policy. The goal of the Policy is to enhance the services offered to Saskatchewan's Francophone community in support of the development and vitality of this community. The offer of French-language services provides members of the Francophone community with additional opportunities to use French in their daily life. The Policy includes commitments in three areas: communications, service delivery and development, and consultations.

The Francophone Affairs Branch, part of the Ministry of Parks, Culture and Sport, is responsible for the implementation of the French-language Services Policy and the coordination of French-language services across government. The branch also serves as a liaison between the provincial government and the Francophone community. It maintains ongoing relations with the Francophone community notably through:

- Acting as a non-voting board member on community-based organizations in priority areas for the community (health, immigration);
- Supporting the Advisory Committee on Francophone Affairs (which is comprised of eight members external to government);
- Meeting with the Assemblée communautaire fransaskoise (ACF), the umbrella organization that represents Francophones in Saskatchewan, on a regular basis;
- Being present at regional and provincial activities (i.e. *Journée d'accueil du nouvel arrivant*, *Rendez-vous fransaskois*, etc.).

In terms of alignment with the Community Development Plan of the Francophone community, the measures outlined in this strategic plan support inclusion and pride (through measures related to communications in French), perennity and vitality (through measures in early learning, immigration and French-language services in general) and leadership and commitment (through measures related to consultation and partnerships with community organizations).

Current context and progress made under the previous agreement (2018-19 to 2022-23)

In the previous agreement, the government of Saskatchewan pursued the following strategic priorities for French-language services and achieved progress in all areas:

- *Develop Web/over the phone services.* The number of pages available on saskatchewan.ca/bonjour went from 218 in 2017-18 to 376 in 2022-23, an increase of 72 percent. The progress has not only been in the offer of French-language services, it has also been in the demand for French-language services. Between 2017-18 and 2022-23, the number of page views has gone from 78,742 to 296,299, an increase of 279 percent. The number of subscribers to our Facebook page has gone from 967 to 2427, an increase of 151 percent. Requests to the French-language services centre have gone from 202 to 726, an increase of 260 percent.

Schedule C

- *Target youth/school-aged children/families.* Web pages containing information related to education and early learning are available in French. Information on family law, including help kits for self-representing litigants has been made available in French as well.
- *Use existing resources.* The number of points of services where French-language services are available has gone from 81 in 2017-18 to 93 in 2022-23, an increase of 15 percent. The number of bilingual statutes has gone from 51 in 2017-18 to 55 in 2022-23. The number of words translated per year has averaged 440,000 over the five years of the previous agreement.
- *Work horizontally across government.* The Francophone Affairs Branch developed Guidelines for the implementation of the French-language Services Policy, each ministry has a designated champion for French-language services.

Considerations, objectives and strategic priorities for 2023-24 to 2027-28

The following priorities were part of the previous action and will continue to be priorities of the Government of Saskatchewan's approach to French-language services. These strategic priorities address the main challenges faced by the provincial government in the development of French-language services in Saskatchewan, notably reaching a small geographically-dispersed population, implementing services that will be used by the community and support the community's development, making the best use of limited resources, and implementing a coordinated approach across government.

- *Developing Web/over the phone services.* The delivery of services online or over the phone enables government to reach Francophones no matter where they live in Saskatchewan. These two methods are especially appropriate given that the Fransaskois community is geographically dispersed. The government intends to continue to grow its online presence on the saskatchewan.ca website with stand-alone and mirror pages that help direct French-speaking citizens to programs and services available in French. There are currently 376 French-language webpages on the site. An important consideration is providing information in areas that are priorities for the Fransaskois community, such as health, early childhood, immigration, and justice. An additional focus for 2023-28 will be the development of interactive services in French.
- *Targeting youth/school-aged children/families.* The early years and school years are a critical period to support the intergenerational transfer of the French-language, which is essential to community vitality. These are also areas where the Francophone community has developed institutions that deliver direct services to Francophones (childcare centres, schools). As with the previous agreement, Saskatchewan will continue to prioritize translation of contents related to youth, students and families.
- *Using existing resources.* Saskatchewan is committed to improving French-language services while working within its means. A good example of this approach has been the list of points of services where French-language services are available. An additional focus for 2023-2028 will be the designation of new bilingual positions in the public service.
- *Working horizontally across government.* While the Francophone Affairs Branch delivers French-language services directly to citizens, most of the French-language services are delivered by other ministries or agencies. The Francophone Affairs Branch has regular engagements with ministries to assist them in identifying new opportunities for French-language services and to support them in building relations with Francophone stakeholders. For 2023-28, Saskatchewan will implement a central pool of funding to support French-language learning for government employees. The province will also consider mechanisms to better plan the offer of French-language services.

Schedule C

A new strategic priority is being added in this action plan:

- *Working with community partners.* Francophone community organizations are long-time partners of the Government of Saskatchewan in the delivery of French-language services in areas like employment and immigration. Saskatchewan will partner with third parties to deliver French-language services in areas like language training and health.

The goal of Saskatchewan's 2023-28 Strategic Plan remains to offer more government information and services in French to the general public, which will enhance the vitality of the Francophone community and contribute to its development. This goal will be attained by following these three strategic objectives:

1. Support to internal administrative structures;
2. Support the development, planning, and delivery of French-language services to the public;
3. Communications and consultations with the francophone community.

These strategic objectives do align with the three service goals of the French-language Services Policy in the following way:

1. *Communication:* ensuring that French-language content (webpages, forms, factsheets, guides, etc.) is made available in sectors identified by the Fransaskois community.
2. *Service Delivery and Development:* making information regarding programs and services easily accessible to the Francophone community using online, email, in person, or social media to reach them throughout the province.
3. *Consultation:* support the Advisory Committee on Francophone Affairs, work in concert with other ministries and agencies, as well as maintain regular dialogue with the Fransaskois community in order to stay aware of issues and challenges that affect its development.

Consultation process with the Francophone community

The Francophone Affairs Branch used a three-pronged approach to consult the Francophone community in the development of this strategic plan.

- *Advisory Committee on Francophone Affairs:* Over the years, the Advisory Committee on Francophone Affairs has issued numerous recommendations to improve the implementation of the French-language Services Policy. Key themes in the Advisory Committee reports are reflected in this strategic plan, notably the need to strengthen planning across government for French-language services (under the strategic priority of working horizontally across government) and to work with Francophone stakeholders in the delivery of French-language services (under the new priority of working with community partners). Also, the areas identified under strategic objective 2 (early childhood, health, justice and immigration) have been identified by the Advisory Committee as priorities for the Francophone community.

Schedule C

- *Provincial Tour and Consultation:* In the fall of 2022 and the winter of 2023, the Branch consulted Francophone regional and provincial associations in 10 communities¹ to gather feedback on French-language services offered by the Government of Saskatchewan and promote these services within the Francophone community. The feedback from these consultations is reflected under strategic objective 2. Early childhood, culture, health, immigration and increasing the French-language content on the saskatchewan.ca/bonjour website were identified as priorities by participants of these consultations. Additionally, participants identified a need to repeat the consultation exercise on a regular basis, which is reflected under strategic objective 3.
- *Consultation with the Assemblée communautaire fransaskoise:* The Branch meets with the Assemblée communautaire fransaskoise on a regular basis to discuss French-language services. In addition, the Branch held a specific meeting on January 8, 2024 to review the new 2023-28 Strategic Plan that is part of the Canada-Saskatchewan Agreement on French-language services. During this meeting, the Assemblée communautaire fransaskoise shared their view on how federal-provincial agreements can contribute to the vitality of the Francophone community. They also expressed support for the initiatives included in the plan. That organization also asked for a stronger commitment on consultation, which is reflected under strategic objective 3 and for an additional initiative related to immigration under strategic objective 2. However, in the latter case, the initiative would have been beyond the scope of this agreement as it dealt with recruitment activities outside of Canada. The Assemblée communautaire fransaskoise raised the issue of promoting the Francophone community and Francophone education. The Branch mentioned that promotional activities under this agreement would need to have a narrower scope and be focused on French-language services.

¹ The following associations were consulted : Assemblée communautaire fransaskoise, Association canadienne-française de Regina, Association communautaire francophone de Bellegarde, Association communautaire fransaskoise de Gravelbourg, Association communautaire fransaskoise de la Trinité, Association fransaskoise de Zenon Park, Association jeunesse fransaskoise, Association des parents fransaskois, Auvergnais de Ponteix, Centre francophone BDS, Centre culturel de Debden, Cité universitaire francophone, Collège Mathieu, Communauté des Africains francophones de la Saskatchewan, Conseil économique et coopératif de la Saskatchewan, Conseil culturel fransaskois, l'Eau vive, Éditions de la nouvelle plume, Fédération des francophones de Saskatoon, Réseau en immigration francophone, Réseau santé en français Saskatchewan, Service d'accueil et d'inclusion francophone, Société canadienne-française de Prince Albert, Société historique de la Saskatchewan, Troupe du jour, Vitalité 55+.

Schedule C

Strategic Objective 1: Support to internal administrative structures (Strengthening the policy, legislative and administrative frameworks)							
Planned Action(s)	Expected Result(s)	Performance Indicator(s)	Targets for 2027-28	Baseline data (2022-23)	Funding		
					By fiscal year	Federal	Provincial
Develop better criteria to guide ministries on when to communicate in French with clients	The provision of French-language services is consistent throughout government.	Review existing guidelines for the implementation of the French-language Services Policy	Guidelines will have been revised	Current guidelines were adopted in 2020	2023-24	\$130,000	\$130,000
					2024-25	\$160,000	\$160,000
					2025-26	\$160,000	\$160,000
					2026-27	\$160,000	\$160,000
					2027-28	\$160,000	\$160,000
Implement a central pool of funding for French-language classes for Saskatchewan government employees	Increase bilingual capacity in the public service	Number of learners in French classes per year	50 per year	New initiative			
Develop plans for French-language services	Ministries and agencies have plans for French-language services	Number of ministries and agencies that have developed plans	10	New initiative	TOTAL	\$770,000	\$770,000

Schedule C

Strategic Objective 2: Support the development, planning, and delivery of French-language services to the public							
Planned Action(s)	Expected Result(s)	Performance Indicator(s)	Targets for 2027-2028	Baseline data (2022-23)	Funding		
					By fiscal year	Federal	Provincial
Sector of Activity: Early Childhood							
Support family literacy programs in French Support spaces in Francophone daycare centres	Support the transmission of the French-language in families	Number of participants in family literacy workshops	1,500	New initiative	2023-24	\$625,000	\$625,000
					2024-25	\$625,000	\$625,000
					2025-26	\$625,000	\$625,000
	Continued access to daycare services in French	Number of spaces in Francophone daycare centres not funded through other federal-provincial agreements	306	306	2026-27	\$625,000	\$625,000
					2027-28	\$625,000	\$625,000
					TOTAL	\$3,125,000	\$3,125,000
Sector of Activity: Immigration							
Provide French-language information on immigration and employment to support the settlement of Francophone immigrants to Saskatchewan	French-speaking temporary migrants and asylum seekers are welcomed and receive the services available in French.	Number of French-speaking temporary migrants and asylum seekers that received provincially-funded settlement services in French from the Assemblée communautaire francaskoise	60 per year	New indicator	2023-24	\$100,000	\$100,000
					2024-25	\$120,000	\$120,000
					2025-26	\$120,000	\$120,000
					2026-27	\$120,000	\$120,000
					2027-28	\$120,000	\$120,000
Promote Francophone immigration to Saskatchewan employers	More Francophone newcomers are recruited by employers	Number of new Francophone permanent residents coming to Saskatchewan annually	125	85	TOTAL	\$580,000	\$580,000

Schedule C

Sector of Activity: Justice							
Enactment of one to two bilingual acts per year	Continued access to judicial services in French	Number of bilingual acts in force	60	55	2023-2024	\$255,000	\$255,000
					2024-2025	\$255,000	\$255,000
Provide court services in French	Maintain access to justice in French	Number of bilingual judges and court workers	3 clerks and 5 judges	3 clerks and 5 judges	2025-2026	\$255,000	\$255,000
					2026-2027	\$255,000	\$255,000
					2027-2028	\$255,000	\$255,000
					TOTAL	\$1,275,000	\$1,275,000
Sector of Activity: Health							
Provide access to mental health support in French (over the phone services)	Increased access to mental health services in French	Estimated number of calls from Saskatchewan	300	300	2023-2024	\$0	\$0
					2024-2025	\$45,000	\$45,000
Provide support for a health accompanying persons program	Increased access to health services in French	Number of patients accompanied	75	New initiative	2025-2026	\$45,000	\$45,000
					2026-2027	\$45,000	\$45,000
					2027-2028	\$45,000	\$45,000
					TOTAL	\$180,000	\$180,000
Sector of Activity: Culture and Heritage							
Support for the professional development of Fransaskois artists	Greater quality of Francophone artistic productions	Number of workshops held per year	2	New initiative	2023-2024	\$35,000	\$35,000
			20		2024-2025	\$45,000	\$45,000
Provide French-language services at the Provincial Archives of Saskatchewan	Increased access to provincial archives in French	Number of bilingual archivists	1	1	2025-2026	\$45,000	\$45,000
			Number of French-language requests for service per year		2026-2027	\$45,000	\$45,000
					20	2027-2028	\$45,000
Provide French signage at the Royal Saskatchewan Museum	Increased access to RSM content in French	Number of exhibits with French signage	6	13			
				2	TOTAL	\$215,000	\$215,000

Schedule C

Sector of Activity: Francophone Affairs Branch Activities							
Continue to develop the list of points of services where French-language services are available within the Government of Saskatchewan or can be	Increased access to French-language services	Number of points of service	110	97	2023-24	\$300,142	\$300,142
					2024-25	\$427,698	\$427,698
					2025-26	\$427,698	\$427,698
					2026-27	\$427,698	\$427,698
					2027-28	\$427,698	\$427,698

Schedule C

<i>made available upon request</i>							
<i>Increase reach of social media page by increasing the number of followers and the number of likes and shares per post</i>	<i>Fransaskois community is aware of the French-language content on www.saskatchewan.ca/bonjour</i>	<i>Number of Facebook followers</i>	2900	2427			
		<i>Number of Facebook posts per year</i>	350	331			
		<i>Average engagement rate per post</i>	3.15	2.62			
<i>Increase French-language content on the new Government of Saskatchewan Web site.</i>	<i>Support provided to Francophones by providing access to information in French</i>	<i>Number of French-language pages on Saskatchewan.ca</i>	425	376			
		<i>Number of page views per year</i>	350,000	296,299			
<i>Develop interactive government services in French</i>	<i>Increased ability to access government services in French</i>	<i>Number of interactive services developed</i>	5	<i>New initiative</i>			
<i>Provide answers in French to inquiries in French on government's programs and services.</i>	<i>Support clients in search of government services and programs in the language of their choice.</i>	<i>Number of inquiries per year at the French-language Services Centre</i>	500	450			
<i>Translation to French of materials to support French-language programs and service</i>	<i>Provide a wide range of information available in French (e.g. webpages, forms, guides, factsheets, etc.)</i>	<i>Number of words translated per year</i>	500,000	439,127			
					TOTAL	\$2,010,934	\$2,010,934

Schedule C

Strategic Objective 3: Communications and consultations with the Francophone community							
Planned Action(s)	Expected Result(s)	Performance Indicator(s)	Targets for 2027-2028	Baseline data	Funding		
					By fiscal year	Federal	Provincial
<i>Support the Advisory Committee on Francophone Affairs (which comprise of eight members external to government)</i>	<i>Greater Francophone participation in decisions related to government programs and policies affecting the Francophone community</i>	<i>Number of meetings held per year</i>	3	2-3	2023-24	\$88,000	\$88,000
					2024-25	\$88,000	\$88,000
					2025-26	\$88,000	\$88,000
					2026-27	\$88,000	\$88,000
					2027-28	\$88,000	\$88,000

Schedule C

Strategic Objective 3: Communications and consultations with the Francophone community							
Planned Action(s)	Expected Result(s)	Performance Indicator(s)	Targets for 2027-2028	Baseline data	Funding		
					By fiscal year	Federal	Provincial
Participation in a consultation capacity on boards and committees in the areas of priorities as defined by the Francophone community	Greater knowledge of key issues and priorities for the Francophone community	Number of boards and committees with government representation	2	The Francophone Affairs Branch (FAB) sits as an observer on the: <ul style="list-style-type: none"> o Francophone Immigration Network (RIF-SK) o Le Réseau Santé en français de la Saskatchewan (RSFS) 	TOTAL	\$440,000	\$440,000
Conduct a provincial tour biennially to inform communities of new services and programs offered by the province in French	Increased awareness of French-language programs and services across francophone communities	Number of organizations visited per tour	26	<ul style="list-style-type: none"> o In 2022-23, the Francophone Affairs Branch met with 26 organizations 			
Ministries and agencies include Francophone organizations in their engagement exercises	Greater knowledge of key issues and priorities for the Francophone community	Number of engagement exercises that have involved participation by Francophone stakeholders	10	New initiative			

Schedule C

Summary of the planned funding

By fiscal year	Federal	Saskatchewan	TOTAL
2023-24	\$1,533,142	\$1,533,142	\$3,066,284
2024-25	\$1,765,698	\$1,765,698	\$3,531,396
2025-26	\$1,765,698	\$1,765,698	\$3,531,396
2026-27	\$1,765,698	\$1,765,698	\$3,531,396
2027-28	\$1,765,698	\$1,765,698	\$3,531,396
TOTAL	\$8,595,934	\$8,595,934	\$17,191,868